

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :

LE CARNET DU SAUVAGE : Un socialiste président de la Chambre d'Union nationale. — Grèves anarcho-syndicalistes? Non... stupido-communistes ! (P. MONATTE).

LE IV^e CONGRÈS DE L'I. S. R.

Une nouvelle étape de l'Internationale Syndicale Rouge

par Maurice CHAMBELLAN

PARMI NOS LETTRES : Les élections à Limoges. — Le manifeste de la C. G. T. U. — Les causes profondes de la crise russe. — Le 1^{er} mai à Pécole. — Officiers prolétariens. — Echanges de maîtres et d'élèves. — Une réponse de Désarménien.

NOTES ECONOMIQUES : 146 % de bénéfices et non 57 % sués par le « prolétaire dictateur ». — Le grignotage du monopole du commerce extérieur. — Ouvriers et paysans. — La concentration commerciale à la campagne. — La Swenska presse ses travaux d'approche (R. LOUZON).

FAITS ET DOCUMENTS : Les Faits de la quinzaine. — Menaces de Poincaré contre les Fonctionnaires. — Les Syndicats confédérés et les Assurances sociales. — La publicité du « Peuple ». — Les Etats-Unis banquiers du monde. — La concentration capitaliste dans l'agriculture.

ENTRE NOUS : Abonnements d'essai. — La chasse par département. — La chasse par corporation.

La Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste
(Paraissant le 1^{er} et le 15)

Rédaction et Administration 96, Quai Jemmapes PARIS-X^e
Téléphone : Combat 08-03

La revue «LA VIE OUVRIÈRE» d'avant-guerre avait fait une œuvre de coopération intellectuelle ouvrière qui avait forcé l'attention de ses adversaires eux-mêmes. C'est cette œuvre qui est reprise, aujourd'hui, par notre petit groupe de «sauvages».

(Révolution Prolétarienne, n° 1, janvier 1925.)

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la Révolution Prolétarienne publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

**Études,
Monographies,**

**Enquêtes,
Documents.**

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte) **Les Notes Economiques** (R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme
(Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres (De tout et de tous)
A travers les Livres (A. Rosmer, B. Giaufrret, A. Richard, etc.).

Lettres de l'Internationale
(De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)

Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. AIMELLE, E. ALLOT, J. AUFRÈRE, J. BALDAGGI, E. BERTH, Marthe BIGOT, M. CHAMBELLAND, J. CÉVENOL, F. CHARBIT, J. CORNEC, V. DELAGARDE, MAX EMILE, FINDORI, H. FULCONIS, A. GARNERY, B. GIAUFFRET, MAX EASTMAN, JEAN GLAIVE, V. GODONNÈCHE, R. HAGNAUER, G. LACOSTE, F. LORIOT, R. LOUZON, A. MAHOY, L. MARTEET, J. MESNIL, P. MONATTE, G. NICOLAS, J. PÉRA, R. W. POSTGATE, A. RICHARD, A. ROSMER, R. ROUVIANE, C. TALÈS, A. THÉVENON, G. THOMAS, A. VILLEVAL, etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois..... 16 fr Un an..... 30 fr.

EXTÉRIEUR

Six mois..... 22 fr Un an..... 40 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction à : PIERRE MONATTE.

La correspondance relative à l'Administration aux camarades BUSSEUIL ou BARAT.
(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de chèques Postaux : Révolution Prolétarienne 734-99,

Permanence pour la Rédaction et l'Administration :
Tous les jours, sauf le dimanche, de 5 à 7 heures.

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1^o De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2^o De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3^o De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4^o De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5^o De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes.

Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales.

Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 96, quai Jemmapes, Paris-X^e.

Conservez la collection de la "Révolution Prolétarienne"

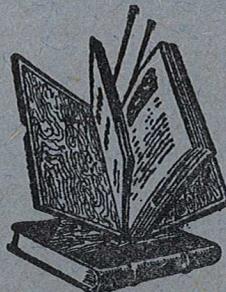
Elle constitue une mine de renseignements indispensables à tout militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Il reste un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927.

Les numéros d'une année : 30 francs.

Reliés « Selflior » : 38 fr. 50 (franco 40 fr. 50).



**Reliez vous-mêmes
"LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE"**

« LE SELFLIOR »

Système perfectionné de reliure automatique est établi pour relier en un volume la collection d'une année, même en cours d'abonnement.

Prix : 8 fr. 50

Francs 10 fr. 50
Etranger 13 fr. 50

Vous qui collectionnez la « R. P. »,
utilisez cette reliure solide, propre et bon marché.

LE CARNET DU SAUVAGE

Un socialiste, Président de la Chambre d'Union Nationale

Pas flambarde les explications de Paul Faure, dans le Populaire, le lendemain de la réélection de Bouisson à la présidence de la Chambre ! On comprend ça. Cette élection constitue un geste symbolique d'impuissance ; elle marque les difficultés énormes qu'éprouve le parti socialiste à s'arracher des bras des gouvernants bourgeois.

Il n'a pas osé, à son Congrès de Toulouse, se poser même la question de savoir si Bouisson pouvait être candidat à la présidence de cette Chambre d'Union nationale, et le candidat estampillé par Poincaré. Pas plus qu'il n'a osé se demander si un socialiste, en la personne de Paul-Boncour, pouvait continuer à représenter le gouvernement de Poincaré à la Société des Nations. Pas plus, d'ailleurs, qu'il n'a osé se demander si un socialiste comme Albert Thomas pouvait, en qualité de directeur du Bureau International du Travail, louer le régime fasciste.

Aujourd'hui que Bouisson est à nouveau président de la Chambre, par la grâce de Poincaré et de Tardieu, le chef probable du Cabinet de demain, on est forcé de sourire quand on continue à lire sous la plume de Blum que le parti socialiste saura observer une attitude d'opposition décidée.

Pour s'opposer à Poincaré, il faut d'abord s'en séparer. Comment s'en séparer quand cinquante députés socialistes lui font leurs plus beaux sourires ? Et que lui répond à leurs gentillesses ? N'est-il pas dans son rôle, d'ailleurs, en cherchant à maintenir ou à incorporer le parti socialiste dans l'Union nationale comme il l'avait incorporé dans l'Union sacrée de guerre ? Il est dans son rôle de défenseur du système capitaliste ; c'est le parti socialiste qui n'est pas dans le sien quand il écoute les sirènes bourgeoises, quand il accepte leurs présents et qu'il leur permet d'offrir un fauteuil présidentiel à l'un des siens.

Quand on trébuche ainsi, dès le départ, c'est que l'on n'a guère le pied solide. Cette première abdication en appellera d'autres. Je sais tout ce qu'on peut invoquer en faveur de celle-là ; Bouisson était déjà président de la Chambre, il ne fait qu'y rester ; cette fonction n'a pas un caractère politique accusé. Autant de raisons sans valeur si le parti socialiste était vraiment résolu à prendre figure nouvelle, figure d'opposition décidée dans cette Chambre. Mais que fera-t-il quand il ne s'agira plus de se maintenir quelque part, mais d'occuper une position nouvelle à caractère politique incontestable ?

On racontait dans les couloirs de la Chambre, ces dernières semaines, que Briand, fatigué, malade, songerait au repos et que le portefeuille des Affaires étrangères serait confié à Paul-Boncour, qui avait, paraît-il donné son acceptation. Si une telle éventualité se produisait, qu'est-ce que le parti socialiste serait capable de faire ? Plus moyen de jouer à l'autruche, cette fois.

Bon débarras ! diraient, évidemment, certains éléments de gauche. Ainsi, Boncour se mettrait de lui-même en dehors du parti socialiste, comme jadis Millerand, Briand, Augagneur.

Facile débarras, en effet, si Boncour acceptait ce billet de sortie. Mais s'il ne l'acceptait pas ? Si ses copains du Moulin de la Galette ne l'acceptaient pas davantage ? Si, à défaut de la bénédiction de son parti, il avait celle des dirigeants confédéraux ?

Alors, le parti socialiste se trouverait dans un cruel embarras. Qu'un Boncour parte seul, cela n'a pas d'importance, mais que le parti socialiste entre en lutte avec la C.G.T., ou qu'il se scinde, cela en a une grosse, une très grosse.

Les grands diplomates du parti ont de bonnes raisons à fournir tant à la droite qu'à la gauche du parti. Comment atteindre le fameux objectif de 1932, la conquête du pouvoir parlementaire, si elles rompaient leur association qui peut seule permettre, aux prochaines élections, d'avoir un groupe parlementaire nombreux, peut-être le plus fort de la Chambre ? Quelles belles perspectives devant le parti socialiste français au pouvoir, à un moment où l'Allemagne aura gardé son Cabinet dominé par les socialistes, où l'Angleterre aura vu revenir un gouvernement travailliste, où l'Autriche, la Belgique, la Suisse, la Suède, la Norvège auront des socialistes au pouvoir, où la politique de l'Europe en un mot sera entre les mains des socialistes !

Cette grande politique les contraint au sacrifice d'avaliser Bouisson, d'avaliser Boncour, d'avaliser Thomas, d'avaliser tout cela et le reste, tant que le parti socialiste ne pourra pas récupérer à gauche ce qu'il perdra à droite, de manière à rester un parti massif disposant d'un groupe parlementaire imposant ?

Mais elle a le défaut d'être à échéance lointaine. L'attente peut paraître lourde aussi bien aux gens qui ont l'appétit du pouvoir qu'aux simples militants socialistes qui ont le sentiment de lâcher la proie pour l'ombre, de sacrifier l'âme du socialisme à son étiquette.

Grèves anarcho-syndicalistes ? Non !... stupido-communistes !

Vous connaissez la nouvelle rengaine ?

Il n'est question dans la presse communiste que de « la grève générale anarcho-syndicaliste du 8 août ». Dans la discussion ouverte, à propos de la prochaine Conférence du parti, entre le Bureau de la Région parisienne et le Bureau politique, c'est à qui se renverra la formule le plus grand nombre de fois.

Un peu à l'écart, dans son rez-de-chaussée de l'Humanité, Rappoport, pris par la nostalgie de « la chemise sale de la social-démocratie », marmonne ses souvenirs d'autrefois, du temps où, dit-il, les militants de la C.G.T. d'avant-guerre « décrétaient tous les quinze jours la grève générale (sans grévistes) », ce même temps où le brave Rappoport inondait la presse socialiste universelle de ses calembours sur le syndicalisme révolutionnaire.

Grève générale anarcho-syndicaliste, la grève générale du 8 août dernier ? Grève générale anarcho-syndicaliste celle du 12 octobre 1925 ? Grève générale anarcho-syndicaliste, celle des T.C.S.R.P. qui vient d'avoir lieu ?

Non, grèves générales stupido-communistes, tout simplement.

Gardez, mes amis, ce qui vous appartient en propre, ce qui est le fruit de votre savante stratégie, tous ces exploits des généraux ouvriers fabriqués dans les écoles de stratégie de Bobigny et d'ailleurs. Jamais, avant-guerre, le syndicalisme français n'a fait la grève générale tous les quinze jours. Jamais il ne s'est engagé dans la lutte aussi légèrement.

Dans notre numéro d'octobre 1925, j'ai dit ce que nous pensions de la grève générale contre la guerre du Maroc ; j'ai montré sa mauvaise préparation, le choix stupide du moment pour donner le signal de l'action ; le désir d'avoir non pas une lutte sérieuse mais un beau communiqué.

Au 8 août dernier, les mêmes qui parlent aujourd'hui de débarrasser le mouvement syndical français de ses survivances anarcho-syndicalistes, lançaient pour Sacco et Vanzetti un ordre de grève générale qui n'avait dans leur esprit qu'un mérite : devancer l'ordre de grève d'une heure ou deux que préparait, paraît-il, la C.G.T. Lafayette. Il ne fallait pas laisser à celle-ci le mérite d'une telle initiative. Au lieu de suivre, d'appuyer, d'amplifier le mouvement en faveur des martyrs américains, de coopérer à une manifestation puissante capable d'impressionner le gouvernement de Washington, ils la rendaient impossible, ils affaiblissaient par un échec le mouvement de protestation, ils affaiblissaient la C.G.T.U.

Je revois, ce matin du 8 août, Nathans, de l'Internationale des Transports, et un groupe de délégués au Congrès de l'Internationale syndicale d'Amsterdam, cherchant dans la foule habituelle des boulevards parisiens une trace quelconque de grève générale. Eux aussi ont dû penser ce jour-là qu'en France les grèves générales se déroulaient sans grévistes ; que la C.G.T.U. était l'héritière de ce syndicalisme d'avant-guerre dont tous les Rappoport de la presse social-démocrate leur avaient présenté mille fois la caricature.

C'est une impression aussi pénible qu'ils avaient remportée ce matin du jeudi 7 juin, où devait commencer la grève des tramways, et autobus parisiens. Dans le centre de Paris, la grève ne se faisait pas sentir ; le pourcentage des grévistes n'avait pas empêché la Compagnie de sortir un nombre suffisant de voitures ; la banlieue, paraît-il, en divers points, avait vu la grève, mais Paris peu ou point. Ce mauvais départ de grève, à quoi l'attribuer ? Je ne pense pas qu'il faille l'expliquer par une seule cause — et il serait bien utile qu'un camarade des T. C. R. P. tire ici les leçons de ce conflit — mais parmi les causes diverses je serais surpris que ne figurât pas l'attitude du parti communiste et particulièrement l'article de l'Humanité de la veille, où Villatte disait et redisait que « malgré son apparence de lutte corporative, nous assistons à une lutte politique importante ».

Le Syndicat unitaire des T. C. R. P. a-t-il surestimé sa force ou a-t-il été engagé dans cette tentative téméraire pour relever le défi des révocations qui avaient frappé les secrétaires du Syndicat des Producteurs d'Electricité puis les siens ?

Que se préparait-il derrière cette déclaration de Salom, au meeting des services publics du jeudi 7 : « Le mouvement des T. C. R. P. doit être le début de la grève générale des services publics » ?

Il faut regarder bien en face la situation de notre mouvement syndical. Indépendamment de la scission, qui rend difficiles toutes nos luttes, il faut bien voir que le patronat de l'industrie privée est presque maître sur toute la ligne ; il ne reste que quelques morceaux résistants,

quelques îlots d'organisation destinés à être minés ou attaqués un jour ou l'autre. Les ouvriers des services publics constituent le gros des deux C.G.T. ; par ce fait même, ils doivent veiller avec d'autant plus de prudence aux manœuvres de la bourgeoisie et du gouvernement. Et parmi les services publics, des Syndicats comme celui des Producteurs d'électricité et celui des T. C. R. P. devaient être les plus vigilants. J'ai grand peur que le fanatisme communiste n'obscurcisse la vue de leurs militants.

Qu'un Salom ait pu rester au secrétariat des Producteurs d'électricité après le scandale qu'ont dénoncé nos camarades de la minorité, je ne me l'explique pas. Je ne m'explique pas davantage que Salom ait lancé un ordre de chômage pour le 1^{er} mai qui n'a pas été suivi dans cette corporation comptant 95 % d'organisés. On lance un tel ordre et il doit être suivi, ou sachant qu'il ne peut être suivi on ne le lance pas. C'était donner une preuve de faiblesse syndicale ; c'était en donner une seconde, plus grave, que de ne pouvoir rien faire devant les révocations des secrétaires signataires de l'ordre de chômage. Quand on veut démolir et détruire une organisation, on ne s'y prend pas autrement.

Mariage a-t-il été encouragé par le coup de maître du patronat de l'électricité ? A mon tour de marquer un coup, s'est-il dit ? Et le premier prétexte offert il l'a saisi. Le Syndicat unitaire des T. C. R. P., qui n'a pas de Salom à sa tête, a voulu, c'est compréhensible, relever le coup et montrer qu'on ne révoquerait pas deux fois de suite des secrétaires de syndicats des services publics. Il devait le relever. Il n'y a pas réussi. Rien ne dit qu'il ne se rattrapera pas un jour plus ou moins prochain. Mais après ces trois journées de lutte, qu'il panse vite ses blessures, qu'il se guérisse de l'illusion que sa force n'est pas en lui, mais à côté, dans le parti communiste ; qu'il se débarrasse des méthodes stupido-communistes.

PIERRE MONATTE.

P.-S. — J'apprends au dernier moment que Victor Serge est sorti de prison. C'est probablement le résultat des protestations qui s'étaient déjà élevées et de celles qui se prépareraient.

Mais j'apprends en même temps qu'une cinquantaine de nouvelles arrestations de militants de l'Opposition viennent de se produire à Moscou.

Le Collier de Perles

Dans la C. G. T. U., la démocratie syndicale règne. La Charte d'Amiens y est respectée.

(Paroles de BOURSICOT, au Congrès des Indirectes, Humanité du 10 juin).

**

L'organisation du Parti a été détruite début 1925 (transformation en cellules). Les sections ont été dissoutes avant que soient mises en marche les cellules.

(ANDRÉ MITAR, Humanité, 10 juin)

**

Je crois que les enquêtes générales sur la Russie telles que celles de G. Duhamel, de Mme Andrée Violis, ou de moi-même, ont vraiment dit l'essentiel sur cette autre Europe.

(LUC DURTAÏN, « Une heure avec... », Nouvelles Littéraires du 12 mai).

LE IV^e CONGRÈS DE L. I. S. R.

Une nouvelle étape de l'Internationale Syndicale Rouge

Il me faut tout de suite renseigner le lecteur sur un point de détail qui a son importance. Ce qui suit ne saurait s'appeler un compte rendu du quatrième Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge qui s'est réuni à Moscou, du 18 mars au 3 avril dernier.

Ce n'est pas un compte rendu pour la simple raison que je n'ai pas assisté ni participé à ce Congrès. Et, vous le pensez, si un camarade de notre minorité du Congrès de Bordeaux y avait participé, ou au moins assisté, avec quel empressement je lui passerais le porte-plume !

Mais nous n'en sommes pas encore au règne de la démocratie syndicale qui aurait voulu, semble-t-il, que Madame la Commission Exécutive de la C.G.T.U. se souciât d'assurer à notre tendance, si minime puisse-t-elle paraître avec ses 40 Syndicats du Congrès de Bordeaux, une représentation dans la délégation française.

Je suis bien tranquille sur ce point. Je sais cette Commission Exécutive suffisamment homogène (nous n'y avons qu'un suppléant, on s'est dépêché de le mettre dehors), pour qu'une telle idée ne puisse germer chez l'un de ses membres. Le temps est révolu où un Richetta se sentait assez d'indépendance pour répondre à l'Enquête de la R.P. sur l'Unité syndicale.

Mais, après tout, je puis me tromper ! Peut-être bien que si, que la délégation au 4^e Congrès comprenait un ou plusieurs minoritaires ? Si la question se pose c'est parce que les heureux syndiqués que sont les membres de la C.G.T.U. n'ont pas encore été informés à l'heure qu'il est de la composition de « leur » délégation, et que, ma foi, cette délégation a pu comprendre des minoritaires sans que les militants de la Ligue Syndicaliste le sachent seulement.

J'ai même comme l'impression qu'en effet il y eut des minoritaires dans la délégation puisqu'un beau matin j'ai trouvé sur ma table une partie de la sténographie officielle du Congrès. C'est grâce à cet envoi que je vais pouvoir retracer pour les lecteurs de la *Révolution Proletarienne* l'essentiel des débats.

Auparavant, je veux remercier l'auteur d'une si agréable surprise. Qui est-ce donc ? C'est peut-être un de ces délégués qui, un matin, se trouvant à deux ou trois seuls Français dans la salle du Congrès, se demandèrent où avait bien pu passer le gros de leur délégation ? La « fraction » de la délégation était réunie, et ces deux ou trois pelés, à moins que ce ne fussent des galeux, avaient été laissés à la porte, c'est-à-dire au Congrès lui-même. Un de ces « pelés » m'aura peut-être envoyé la sténographie ?

On me permettra d'insister sur un troisième point de détail. Cette manière de « compte rendu d'après sténographie » ne sera pas inutile, attendu que « nos » délégués, camarades de la C. G. T. U., n'ont pas encore pris la peine de nous conter, même en gros, ce qui se dit et ce qui se fit à ce Congrès.

Oui, je sais, il y a eu, dans la grande salle de la Maison des Syndicats, le 18 mai, un compte rendu aux membres des Conseils Syndicaux de la région parisienne, et je suis encore à regretter de n'avoir pu y assister. Mais j'imagine que c'est le lot de bien des

militants unitaires, à commencer par ceux de province.

— Vous n'avez rien perdu, me dira un ami qui, lui, était présent. A l'accoutumée, Monmousseau et Raynaud nous ont fait de longs discours, dont on a pu lire le résumé dans *l'Humanité*, mais leurs discours ne traitaient que de l'*application* des décisions concernant la C. G. T. U. De compte rendu du Congrès, point.

Au fait quel besoin de compte rendu ? Ce qui vous regarde, membres de la C.G.T.U., ce n'est pas d'apprendre, de comprendre, de juger. C'est d'appliquer. C'est d'obéir.

On aurait bien tort de croire que ce ne sont là que de « petites choses ». Si nous récapitulons, nous trouvons :

- 1^o Pas de représentation de la minorité du Congrès de Bordeaux dans la délégation ;
- 2^o Les syndiqués unitaires ignorent encore la composition de cette délégation ;
- 3^o Les syndiqués unitaires attendent toujours le compte rendu du Congrès par cette délégation.

LE BILAN ET LES OBJECTIFS DU MOUVEMENT INTERNATIONAL

« Le bilan et les objectifs du mouvement syndical international » tel est le point de l'ordre du jour qui paraît avoir retenu le plus longtemps l'attention de ce quatrième congrès.

Cela embrasse tout ce qui, de près ou de loin, touche au mouvement syndical international, et la généralité de la formule a autorisé les orateurs à parler des sujets les plus divers.

Sans doute cette façon de concevoir l'ordre du jour d'un congrès international des syndicats permet-elle aux échafaudeurs de systèmes de se donner libre cours, et n'étant limités ni dans l'espace ni dans le temps, les militants russes peuvent satisfaire leur manie de construire des thèses.

Mais je me demande si c'est vraiment la bonne méthode pour obtenir d'un congrès international des syndicats qu'il aène à bien son travail ; pour que, sur les grandes questions du moment, il fasse l'analyse de toutes les expériences nationales ; pour qu'il tire de cette analyse les leçons qui valent pour tous ; pour qu'il établisse, sur ces bases, les grandes directives et les tâches d'avenir.

Il serait préférable de fixer l'ordre du jour d'un congrès international d'une tout autre façon. Analyser et comparer les diverses expériences nationales, cela suppose qu'on en fixe à l'avance les points d'analyse et de comparaison. C'est justement pour cela qu'on établit un ordre du jour, et c'est seulement de cette façon que les délégués viennent au congrès après avoir bien préparé leur part de collaboration sur chaque point.

Faute d'avoir ainsi planté des jalons dans ce champ immense qu'est le mouvement syndical international, faute d'avoir sérieusement les questions et choisi les plus actuelles et les plus urgentes pour la classe ouvrière,

il s'est produit à ce quatrième congrès de l'Internationale syndicale rouge, sur « le bilan et les objectifs du mouvement syndical international » une discussion dont à la lecture on se rend compte qu'elle fut une belle cacophonie.

Il ne s'agit pas d'une « petite chose ». Je crois que sous l'apparente question de méthode, se cache une grande divergence et qu'on se trouve en face de deux conceptions opposées des congrès et de l'Internationale elle-même.

Une discussion approfondie sur des points précis, un examen sérieux des expériences et des idées apportées par chacun, cela comporte une conclusion, et cette conclusion c'est le congrès qui doit la tirer. Quand une décision est nécessaire, c'est le congrès qui prend cette décision.

Il est bien difficile d'approfondir la discussion lorsqu'on y traite de tout. Et dans ce cas, comment le congrès peut-il conclure ? Comment peut-il décider ? Comment peut-il jouer son rôle ?

Tandis que la première méthode me semble partir de la conception que c'est au congrès de diriger l'Internationale, le Bureau étant un bureau exécutif (ce terme dit bien ce qu'il veut dire), la seconde méthode me semble s'apparenter très nettement avec la conception selon laquelle c'est le bureau exécutif qui dirige l'Internationale et ses Congrès, lesquels ne sont plus que des sortes de consultations plus ou moins animées selon que le secrétaire de l'Internationale met plus ou moins de verve entre les bornes kilométriques de son discours.

Si l'on essaie de grouper par sujets, voici les points importants de la discussion au IV^e congrès de l'I. S. R. :

- I. — Le Comité anglo-russe et la lutte pour la reconstitution de l'unité ;
- II. — Les forces de l'Internationale syndicale rouge et celles d'Amsterdam ;
- III. — Les syndicats russes et leur rôle dans la rationalisation en U. R. S. S. ;
- IV. — La stratégie des grèves et les mots d'ordre.
- V. Les « questions d'organisation ».

LE COMITE ANGLO-RUSSE ET LA LUTTE POUR LA RECONSTITUTION DE L'UNITE

Dès l'ouverture du congrès, dans « son discours de salutations » Tomsky, secrétaire de la C. G. T. russe pose la question du Comité anglo-russe :

« Le troisième congrès, déclare-t-il, s'est déroulé sous le signe de l'unité et nous sommes en droit de nous demander ce qu'a donné à la classe ouvrière la lutte de nos syndicats révolutionnaires pour l'unité. »

Selon Tomsky, l'épanouissement du Comité anglo-russe fut une « grande victoire », et sa dissolution une « défaite » mais, ajoute Tomsky « cette défaite ce n'est pas celle des syndicats de l'U. R. S. S., des syndicats révolutionnaires. »

De qui la dissolution du Comité anglo-russe est donc la défaite ? Tomsky ne le dit pas. Il se borne à déclarer que les ouvriers peuvent maintenant choisir, car ils ont vu d'un côté les Russes développer leur puissant effort de solidarité internationale, notamment en faveur des mineurs anglais, et de l'autre côté les chefs trade-unionistes rechercher la « paix industrielle » avec sir Alfred Mond.

Est-ce ce seul résultat « comparatif » que l'on visait lors de la constitution du Comité anglo-russe ?

Dans son intervention, un ancien membre du bureau exécutif de l'I. S. R. exclu dudit bureau pour crime d'appartenance à l'opposition du parti communiste russe, Andrés Nin, a ainsi posé la question :

« Ce n'est un secret pour personne, a-t-il dit, que

dans la plupart de nos pays, on a surestimé l'importance du Comité anglo-russe, on n'a pas compris la signification exacte de ce comité. Beaucoup de camarades ont cru que la gauche d'Amsterdam, et surtout la gauche du Conseil général des Trade-Unions, était composée par des éléments, que, d'après l'expression russe, on pouvait considérer comme des « communistes moins cinq minutes ». Il y a eu, dans tous les pays une tendance à amoindrir notre critique vis-à-vis du mouvement de gauche d'Amsterdam ; il y a eu une certaine tendance à considérer les syndicats révolutionnaires, les organisations de l'I. S. R. comme un obstacle à la lutte pour l'unité syndicale... »

« Nous avons eu encore, poursuit Nin, une tendance nette, déterminée, claire, et dont personne n'a parlé, en faveur de la liquidation de l'I. S. R. Ici, on a apporté en qualité de victime le pauvre camarade Walcher. Je n'essaie pas du tout de défendre le camarade Walcher. Il a été simplement plus franc, il a dit ce qu'il pense. Il n'a fait qu'exprimer cette tendance très forte à un certain moment en France, où on proposait la dissolution de la C. G. T. U., très forte en Tchéco-Slovaquie où les camarades ne faisaient aucun travail pour renforcer les syndicats révolutionnaires, très forte en Russie, où beaucoup de dirigeants de la C. G. T. russe étaient nettement partisans de la liquidation de l'I. S. R. et pour l'adhésion pure et simple des syndicats russes à l'Internationale d'Amsterdam. »

Et comme un délégué, Kozlev, lui demande : « Quand ? » Andrés Nin répond :

« Vous êtes assez rusés pour ne pas l'avoir marqué dans des résolutions. Mais nous nous souvenons bien de l'époque pendant laquelle, lorsque nous nous réunissions, vous nous disiez : « Quand allez-vous liquider l'I. S. R. ? » Ce n'est pas à moi qu'il faut venir dire ces choses. Je suis bien au courant des histoires intérieures. »

« Je dois déclarer ici ouvertement que, pendant ces trois dernières années et demi, il y a eu une absence absolue de collaboration de la part des syndicats russes avec l'I. S. R. Nous avons une série de camarades faisant partie du bureau exécutif de l'I. S. R. que nous n'avons jamais vus ou presque jamais à nos séances. Il leur était plus facile de prendre le train et d'aller en Angleterre que de monter du quatrième étage du Palais du Travail au cinquième. C'est un fait connu... »

Dans son discours prononcé au début de la discussion, Losovsky avait ainsi présenté le point de vue de Walcher, un militant communiste allemand :

« Walcher dit nettement ceci : Il faut que le IV^e congrès de l'I. S. R. laisse ouverte la question de l'adhésion de la C. G. T. russe à l'Internationale d'Amsterdam. »

« J'estime, moi, avait ajouté Losovsky que c'est là une question tranchée depuis longtemps. Pourquoi ? Pour la raison que la C. G. T. russe est une section de l'I. S. R. »

En fin de discussion, Losovsky répond à Nin :

« Nin, dit le secrétaire de l'I. S. R. qui sait que notre syndicalisme soviétique est dirigé par notre Parti et que les résolutions de notre Parti ont force de loi, aurait pu se passer de mentionner les concilia-bules de couloir en fixant son attention sur les résolutions de notre Parti. Ces résolutions sont assez explicites pour mettre un terme à toutes sortes de rumeurs dont nos ennemis ont autrefois tiré profit. »

D'une part, la C. G. T. russe n'aurait pu donner son adhésion à Amsterdam « parce qu'elle est section de l'I. S. R. ; d'autre part, le Parti communiste n'aurait jamais permis, ni envisagé de permettre à la C. G. T. russe de donner son adhésion à Amsterdam.

Or ce fut précisément au cours d'un congrès du Parti communiste russe, le quatorzième, réuni fin 1925, que sur cette question un vif débat se produisit entre Tomsky et Losovsky et ce fut au cours de ce débat que Tomsky fit les déclarations suivantes : (1)

« Il n'est pas possible que le congrès du parti décide simplement que les syndicats russes ne devront jamais, à aucune condition, s'affilier à Amsterdam. »

« Quand les intérêts du prolétariat et de la révolution ouvrière l'exigeront, nous irons dans n'importe quelle organisation, chez le diable ou chez le pape. »

Ces déclarations bien nettes de Tomsky au quatorzième congrès du parti communiste, il est nécessaire de les rappeler pour montrer la valeur que l'on peut attacher à la réponse de Losovsky à Nin.

Il faut aussi les rappeler pour montrer qu'en 1925, le secrétaire de la C. G. T. russe ne craignait pas de tenir le langage de Walcher, de ce même Walcher qui se fit pourfendre par le IV^e congrès de l'I. S. R., par le secrétaire de la C. G. T. russe compris. Ce qui était vrai pour le Tomsky de 1925 ne l'est donc plus pour le Tomsky de 1928 ?

Qu'y a-t-il de changé ?

Ici intervient la facilité qu'ont les militants russes d'inventer, c'est le mot, un changement de situation pour masquer un changement de tactique dû à un échec qu'il ne faut reconnaître à aucun prix.

Le Comité anglo-russe serait mort, disent-ils, de la trahison de « l'aile gauche » des Trade-Unions dans la grève de 1926 ; cette « aile gauche », si attachée auparavant à la cause de l'unité et à la défense de la révolution russe a rompu le Comité anglo-russe parce qu'elle est tombée au niveau de l'aile droite d'Amsterdam.

Peut-être a-t-on vu « l'aile gauche » des Trade-Unions trop haut pendant un temps, et peut-être est-ce pour cela qu'elle apparaît ensuite si bas, aussi bas que l'aile droite ?

Si le Comité anglo-russe s'est dissous ce n'est pas parce que l'aile droite des Trade-Unions a changé. Elle est restée ce qu'elle était.

La cause de la mort du Comité anglo-russe, c'est l'équivoque, c'est qu'on n'a jamais su où les syndicats russes voulaient en venir.

Voulaient-ils un congrès mondial pour la fusion de l'I. S. R. et de la F. S. I. en une Internationale unique, ou voulaient-ils un instrument pour forcer les portes d'Amsterdam pour eux seuls ?

Le Comité anglo-russe est mort, parce que les Anglais n'ont pu faire triompher dans Amsterdam l'idée de l'admission des syndicats russes, mais les Anglais n'ont-ils pas limité leur effort parce qu'ils ont compris, malgré les assurances de Tomsky, que les syndicats russes n'entreraient pas dans Amsterdam, retenus par le Parti qui les dirige et retenus par l'I. S. R. dont leur adhésion eût sonné le glas ?

Si le Comité anglo-russe avait été fondé en vue de la fusion des deux Internationales et si les Anglais avaient été vraiment convaincus de la nécessité d'unir la F. S. I. et l'I. S. R., il est probable qu'il ne se serait pas effondré si vite, et si lamentablement.

Le Comité anglo-russe, c'est de l'histoire — déjà ! — mais de l'histoire qu'il faut retenir au risque de ne plus voir clair sur la route de l'unité syndicale.

Ce qui ressort du IV^e congrès de l'I. S. R., c'est que les militants, qui, lors de la constitution du Comité anglo-russe, ont cru la reconstitution de l'unité chose facile, sinon faite, illusion qui se traduisait en France par la proposition de dissolution de la C. G. T. U., se rejettent maintenant dans la négation de l'unité.

Les charges violentes contre « l'unité fétiche »,

(1) Déjà relevées par la R. P. dans son n° de février 1926.

contre « l'unité-abstraction », contre « l'unité avec un U majuscule », sont autant de charges contre l'unité tout court.

Le front unique à la base, à l'exclusion des pourparlers avec les chefs, c'est la formule-type des adversaires du front unique et de l'unité, c'est — quel vieux neuf, n'est-ce pas Monatte ? — la formule de Besnard-Monmousseau et de Semard-Bert en 1922.

On continuera à s'agiter pour la reconstitution de l'unité mais avec la pensée que cette reconstitution de l'unité s'opérera dans son organisation à soi.

La véritable reconstitution de l'unité, on n'y croit plus, on ne veut plus y croire.

Amsterdam serait devenue une caverne de brigands et de traitres qu'il ne faut songer qu'à flétrir. Et nos fabricants de thèses de s'acharner sur « l'évolution d'Amsterdam... »

« Les chefs des syndicats réformistes ont pris au cours des dernières années une position tellement antiouvrière qu'ils ne se distinguent plus en rien des leaders des syndicats chrétiens libéraux » lit-on dans les thèses du IV^e congrès.

Si vous reprenez la brochure du premier congrès, tenu il y a sept ans, vous pourrez y glaner une bonne centaine d'affirmations du même goût contre « l'Internationale jaune d'Amsterdam ».

Il serait vraiment difficile à Amsterdam de choir aujourd'hui plus bas qu'elle ne s'est mise au cours des luttes d'après-guerre. Il lui serait vraiment difficile de trahir mieux en 1928 qu'en 1920 et 1921.

Le IV^e congrès de l'I. S. R. a abandonné l'idée de la fusion des deux Internationales :

« Il faut faire comprendre aux larges masses, disent les thèses, pourquoi l'Internationale unique est nécessaire. Et en quoi cette Internationale unifiée doit se distinguer de la F. S. I. d'Amsterdam. »

C'est sur le plan international l'application de la fameuse tactique du grignotage, et je comprends maintenant pourquoi à notre congrès de Bordeaux les dirigeants de la C. G. T. U. ont à peine condamné cette tactique dans leur résolution : ils se préparaient à l'adopter, à la pratiquer ; Monmousseau dans la *Vie Ouvrière*, se donne à présent un mal de chien pour camoufler la volte-face ordonnée par le IV^e congrès en ces termes :

« Les organisations syndicales affiliées à une centrale réformiste et conquises par les partisans de l'I. S. R. pourront, suivant les conditions de temps et de lieu et selon les circonstances, être transférées dans la centrale révolutionnaire. »

C'est ce que demandait Schumacher, du Livre, au congrès de Bordeaux.

C'est la conclusion logique de la formule du front unique à la base, du front unique contre les chefs, conquérir des syndiqués ou des syndicats réformistes et les amener à la centrale révolutionnaire dans les pays où la scission s'est opérée. Dans les pays où il n'existe encore qu'une seule centrale, conquérir un nombre suffisant de syndiqués ou de syndicats pour former une centrale révolutionnaire. Nous avons connu cette maladie après le congrès de Lille, nous l'avons connue au congrès unitaire où Dudilleux tranchait net : « Maintenant, déclarait-il, tout est fini avec les bourgeois de la rue Lafayette ! »

On en arrive à se demander si la « tactique » du Comité anglo-russe n'avait pas comme but final d'arracher les Trade-Unions à l'Internationale d'Amsterdam. Voilà une question qui mérite de rester posée.

Au IV^e congrès, Losovsky a critiqué les minoritaires anglais et allemands, qui, le fait est symptomatique, ne luttent plus contre les exclusions des vieux syndicats, mais il a reproché en même temps à certains militants du Cartel intersyndical de Bâle de ne pas résister aux injonctions réformistes par peur de

la scission : « Voyez-vous ça, on les a exclus et ils ont peur de faire une scission. »

En Amérique, pays classique du problème : « Rester dans les vieux syndicats ou en sortir » il ne faut plus, d'après Losovsky, avoir peur des syndicats parallèles :

« Une maladie d'un genre particulier, a-t-il dit, sévit en Amérique : c'est la crainte de « l'unionisme dualiste », des syndicats parallèles. Cet état d'esprit va si loin que nos camarades sont prêts à tout abandonner, à ne rien faire, pourvu qu'il n'y ait pas de syndicats parallèles. »

De l'I. S. R. qui condamnait la tactique des I. W. W., de l'I. S. R. qui recommandait aux militants révolutionnaires d'amener les inorganisés dans les vieux syndicats, à l'I. S. R. qui reproche à la Ligue d'Éducation syndicale de craindre les syndicats parallèles, à l'I. S. R. qui réclame la constitution de syndicats parallèles pour les inorganisés, que l'on mesure le chemin parcouru !

Le IV^e congrès de l'I. S. R. a tourné le dos à l'unité syndicale internationale. Il n'a pas voulu avoir peur « de la scission ». « Avoir peur de la scission », ce devrait être pourtant le souci d'un véritable unitaire. Il n'y a pas d'unité syndicale possible si la fraction révolutionnaire du mouvement ne s'embarrasse pas de la peur de la scission.

Le IV^e congrès a pensé que l'I. S. R. était capable avec ses seules forces de mener à bien une grande lutte internationale de la classe ouvrière. Singulière illusion ! Il n'y a pas de grande lutte internationale possible sans unité internationale, voilà la vérité que nous crie la dernière bataille des mineurs anglais.

Malgré le IV^e congrès, il faut rester fidèle à l'unité. Certes, elle n'est pas pour demain. Mais elle s'éloignera toujours plus si les militants révolutionnaires des syndicats lui tournent le dos, s'ils se découragent d'un échec sans rechercher les causes de cet échec, et sans y porter remède. C'est ce que n'a pas fait le IV^e congrès pour ce qui concernait la dissolution du Comité anglo-russe.

LES FORCES DE L'I. S. R. ET CELLES D'AMSTERDAM

L'I. S. R. est donc si forte, ses effectifs sont donc si nombreux, le nombre des centrales affiliées est donc si grand, qu'elle puisse nourrir l'illusion d'être capable de mener à bien, toute seule, une grande lutte internationale de la classe ouvrière ?

Dans un article sur les forces de l'I. S. R., en vue du IV^e congrès et signé M. Haskine, inséré dans le numéro de mars de l'édition française de la revue de l'I. S. R., on lit : « il est difficile d'exprimer notre influence avec des chiffres ».

Ces effectifs sont de trois sortes. Il y a les centrales affiliées, les minorités au sein des centrales d'Amsterdam, le mouvement syndical clandestin des pays où sévit la terreur blanche.

Le premier groupe (centrales affiliées) réunirait, d'après Haskine, un total de 13.341.700 adhérents dont la plus grosse partie se trouve représentée par la C. G. T. russe qui figure dans la liste pour 10.248.000 adhérents, contre 7.700.000 en 1925 et contre 6.500.000 lors du congrès constitutif de l'I. S. R.

Vient ensuite la Fédération syndicale panchinoise, pour 2.280.000 adhérents. Mais Haskine ajoute : « Ce chiffre se rapporte à avril 1927. Il est impossible d'établir actuellement d'une façon précise le nombre des membres des syndicats chinois, étant donné les événements qui se déroulent dans ces pays. » De fait, une participation effective du mouvement syndical chinois qu'on prétend adhérent par une centrale de plus de 2 millions de membres, ne se remarque pas

dans les discussions du IV^e congrès.

Par ordre de grandeur, la C. G. T. U. se trouve la troisième des centrales affiliées à l'I. S. R., et elle figure dans le tableau dressé par Haskine pour 525.000 adhérents en 1927 contre 505.000 adhérents en 1925. Les effectifs seraient donc en progrès ?

Mais, coïncidence bizarre, le numéro de l'I. S. R. qui contient ces chiffres paraît en même temps que l'organé officiel de la C. G. T. U., la *Vie Syndicale*, où dans la situation financière de 1927, on peut lire que la C. G. T. U. a placé en 1927, 462.000 cartes, dont 10.000 de chômeurs, c'est-à-dire gratuites. Il n'y a que les statisticiens de l'I. S. R. pour obtenir cinq cent vingt-cinq mille adhérents avec 462.000 cartes placées !

Si pour le Syndicat général de Tchéco-Slovaquie, type de « grand syndicat unique » le tableau dressé par Haskine présente une petite diminution d'effectifs estimée à 4.000 adhérents de moins en 1927 qu'en 1925, il faut retenir des interventions des délégués tchéco-slovaques au congrès que cette diminution a été bien plus sensible.

« Depuis le III^e congrès a dit l'un d'eux, nos effectifs ont diminué de 21 %, soit un cinquième de leur total (200.000 sur 1.100.000 ouvriers organisés), malgré de grandes campagnes de recrutement. »

Les grandes centrales syndicales adhérentes à l'I. S. R. se réduisent donc à quatre, soit la C. G. T. russe qui a elle seule réunit près des quatre cinquièmes de l'effectif total ;

La Fédération syndicale panchinoise, dont les effectifs risquent fort d'avoir fondu dans le sang, la C. G. T. U. et le Syndicat général tchéco-slovaque, toutes deux en mal de diminution d'effectifs.

Pourtant la « ligne générale » énoncée par Losovsky devant le congrès, c'est que Moscou monte et qu'Amsterdam décline.

Sans doute Amsterdam subit la diminution des effectifs syndicaux causée par l'état général de passivité du mouvement ouvrier, état de passivité constaté par Humbert-Droz dans son discours de salutations au nom de l'Internationale communiste et que par ailleurs on voudrait faire prendre pour une « radicalisation des masses », mais les délégués anglais et allemands n'ont pas manqué de répliquer à Losovsky qu'Amsterdam restait puissante et de lui dire, avec Horner, qu'il ne fallait pas sous-estimer Amsterdam comme il ne fallait pas surestimer l'I. S. R.

Le deuxième groupe du tableau dressé par Haskine (minorités révolutionnaires) atteint au total un effectif de 2.874.600 adhérents à peine en augmentation sur le chiffre donné en 1925.

On compte pour l'Allemagne, par exemple, un effectif de 1.100.000 « adhérents », mais ce n'est là qu'une estimation, car les partisans de l'I. S. R. en Allemagne sont pas réunis dans un organisme national d'opposition et il est difficile de vérifier par des chiffres l'influence dont on estime devoir disposer. « Nous voyons qu'actuellement, a dit le délégué allemand, Frenzel, les réformistes sont assez forts pour diriger les actions décisives de la classe ouvrière. »

Les données relatives à l'Angleterre (800.000 « adhérents ») sont une « évaluation en harmonie avec la représentation à la dernière conférence du mouvement minoritaire », et cette « évaluation » paraît quelque peu exagérée.

Les chiffres présentés pour les États-Unis sont 265.000 partisans en 1927 contre 400.000 en 1925, mais, dit Haskine « le chiffre 265.000 a été établi d'après le nombre des ouvriers syndiqués qui se sont faits représenter à la dernière conférence de la Ligue d'éducation syndicale » tandis que « le chiffre de 1925 comprenait un certain nombre d'ouvriers sympathisants non unis à nous par un lien organique. » Il n'y aurait donc pas, selon Haskine, affaiblissement

de la Ligue. Cela suffit pour montrer qu'il n'y a pas progrès.

La grande supériorité de l'I. S. R. sur Amsterdam serait le fait de réunir beaucoup plus de pays, serait d'être une « internationale mondiale » contre une « internationale européenne ». Mais cette grande supériorité ne se traduit pas par des chiffres ni par des faits particulièrement impressionnants.

Il y a le Secrétariat panpacifique, qui réunissait 16.178.000 adhérents, mais ces 16.178.000 adhérents sont déjà comptés dans les effectifs de l'I. S. R. dont le Secrétariat du panpacifique n'est en réalité qu'un sous-comité. On y trouve en effet l'U. R. S. S. avec 10.848.000, la Chine avec ses 2.800.000 adhérents d'avril 1927, l'Angleterre avec 800.000 membres (?) du mouvement minoritaire, la C. G. T. U. avec 525.000 adhérents.

LES SYNDICATS RUSSES ET LEUR ROLE DANS LA RATIONALISATION EN U.R.S.S.

Le IV^e congrès de l'I. S. R. a été marqué par le souci des délégués russes de convaincre les délégués des pays capitalistes de la force du mouvement syndical russe et de l'excellence de son travail. C'est un souci très normal puisque la C. G. T. russe est l'épine dorsale de l'I. S. R., puisque sans elle l'I.S.R. cesserait d'exister.

Le nombre des adhérents des syndicats russes s'est accru de façon considérable au cours de ces dernières années : l'effectif total de la C. G. T. russe atteindrait maintenant, d'après Tomsky, dix millions cinq cent mille syndiqués, contre sept millions sept cent mille en 1925.

En France, une telle progression signifierait que les syndicats se sont enfin mis à recruter à tour de bras dans l'immense masse des ouvriers inorganisés. En U. R. S. S. cette progression s'explique par l'accroissement des effectifs de la classe ouvrière, ce qui confirme clairement que l'adhésion de l'ouvrier russe au syndicat est obligatoire en fait, puisque les effectifs des syndicats augmentent avec les effectifs de la classe ouvrière.

Un second trait particulier du mouvement syndical russe a été marqué fortement par Losovsky au cours de sa réplique à Nin :

« Qu'est-ce qui distingue, a demandé Losovsky, le syndicalisme soviétique du mouvement syndical des autres pays? Avant tout ceci : que le syndicalisme soviétique est entièrement passé sous la direction du Parti communiste. »

« Le syndicalisme soviétique n'est plus indépendant, et il ne le sera jamais plus dans le sens attribué à ce terme par les anarchistes, les anarcho-syndicalistes ou les réformistes. »

De son côté, Nin avait marqué un troisième trait du mouvement syndical russe : les syndicats sont complètement écartés des masses et les ouvriers sont complètement écartés de la direction de la production.

Nin, parlant de l'affaire du Donetz, a déclaré au congrès :

« Ce qui est plus grave dans cet événement, ce n'est pas qu'il y avait des ingénieurs qui étaient à la solde du capitalisme étranger pour organiser la contre-révolution, ce qui est pire — on n'a qu'à lire la presse russe de ces jours-ci pour s'en rendre compte — c'est que tout cela a été possible parce que les syndicats étaient complètement écartés des masses ouvrières, parce que les organisations syndicales de masses ne prêtaient aucune attention aux protestations des masses ouvrières, parce que les ouvriers étaient absolument écartés de la production. »

La tâche actuelle la plus importante des syndicats

russes c'est la rationalisation de l'industrie. *« Tout le travail des syndicats de l'U. R. S. S., a dit Tomsky, se fait sous le signe de la lutte pour la rationalisation de la production. »*

Un autre délégué russe a dit : *« La rationalisation que nous avons en vue doit être faite avec la participation la plus active des travailleurs. »* Il faut remarquer que ce n'est pas là une idée exclusive aux dirigeants du mouvement syndical russe, mais que les rationalisateurs capitalistes, eux aussi, réclament la « participation la plus active des travailleurs » à la rationalisation.

Réclamer la « participation, la plus active des travailleurs » à la rationalisation de la production, cela veut dire que la production s'effectue en dehors des travailleurs, car on ne participe pas à quelque chose dont on est le maître, on le dirige, on l'administre. Les travailleurs ne sont pas les maîtres de la production dans les pays capitalistes, mais ils ne sont pas non plus les maîtres de la production en U.R.S.S.; c'est l'Etat, c'est le Parti communiste de l'U. R. S. S. qui est le maître de la production, et les syndicats russes apparaissent comme des instruments à faire produire les travailleurs, pour son bénéfice.

Entre le producteur et le consommateur, c'est-à-dire entre le producteur et lui-même, il y a le Parti communiste, qui retire la plus-value au producteur pour ne lui en distribuer qu'une partie sous la forme d'assurances sociales ou dépenses de protection ouvrière.

Des communistes de Parti ne peuvent pas repousser la rationalisation qui est la science de produire plus à moins de temps et de frais quand le bénéfice de cette rationalisation doit revenir à leur Parti maître de la production. Ils repoussent la rationalisation dans les pays capitalistes parce que le bénéfice en va au capitalisme, mais ils la préconisent en U. R. S. S. où leur Parti peut en tirer de réels avantages.

Or la rationalisation comporte en elle-même un trop grand danger pour que les travailleurs puissent l'admettre pour la raison que le bénéfice doit en revenir au Parti politique maître du pouvoir. La rationalisation, capitaliste ou communiste, c'est l'intensification du travail, et si cette intensification amène, par l'emploi plus développé des machines, une diminution de la fatigue physique du travailleur, elle comporte par contre un affaiblissement si sérieux de la force cérébrale de « l'ouvrier-instrument » que l'on a pu justement la baptiser : *abrutissement de l'ouvrier.*

Selon Losovsky, ce ne sont pas les « imperfections » du mouvement syndical russe et de la vie ouvrière russe qui intéressent les délégués du mouvement ouvrier des pays capitalistes.

« Qu'importe à ce camarade venu de Cuba, d'Argentine, du Mexique, des Etats-Unis, de l'Allemagne ou de la Chine, qu'il y ait chez nous des dizaines ou des centaines de défauts. Ce n'est pas cela qui l'intéresse. Il veut savoir ce que nous avons fait pour consolider la Révolution d'Octobre, pour repousser la contre-révolution sur tous les fronts, pour faire avancer l'édification socialiste... »

Réparer « les dizaines ou les centaines de défauts » du mouvement syndical russe, ce ne serait donc pas consolider la Révolution d'Octobre?

En réalité, si l'I.S.R. ne voit pas augmenter son influence, c'est à cause de cela, c'est par suite de la répercussion des « défauts » et des « imperfections » du mouvement syndical russe sur les masses ouvrières. Si la flamme de la révolution russe baisse, celle de l'I.S.R. ne peut monter, même par des moyens artificiels.

Avec amertume, on songe à l'utile travail que pourrait faire un Congrès International des Syndicats si au lieu de se boucher yeux et oreilles, il examinait

avec soin, comment, par quel nouveau cours des Syndicats russes, on pourrait ramener la Révolution d'Octobre à son idée directrice du travailleur maître et seul bénéficiaire de la Production.

LA STRATEGIE DES GREVES ET LES MOTS D'ORDRE

C'est grand dommage que ne possédant pas la sténographie de la première partie du discours de Losovsky je ne puisse donner ici les extraits principaux de la « critique violente de la tactique des grèves » à laquelle le secrétaire de l'I.S.R. s'est livré au cours de cette première partie. Il est à penser que notre presse syndicale officielle française ne se pressera pas de publier ce document.

Entre le discours du délégué de l'Amérique latine sur la doctrine de Monroë, et celui du délégué des Philippines sur l'histoire de ses îles depuis la révolution de 1896 — tout cela à propos du « Bilan et des objectifs du mouvement syndical international! — il se trouve, dans le reste de la sténographie, assez de réponses aigres-douces à Losovsky pour montrer que celui-ci a critiqué en premier lieu la tactique des grèves des « organisations séparées », comme la C.G.T.U. et le S.G.I. tchéco-slovaque, et en second lieu l'attitude dans les grèves des partisans de l'I.S.R. des pays où le mouvement n'est pas scindé (Allemagne, Etats-Unis, Pologne).

La critique de la tactique des grèves en France et en Tchéco-Slovaquie semble avoir porté sur deux points :

a) Quelquefois, on a reculé devant la grève, alors qu'il y avait possibilité de la faire ; on a capitulé sans combattre. A cela, Monmousseau répond en indiquant qu'en effet, dans le mouvement de Roanne dans le Textile en avril 1927, « nos militants de base ont cru devoir faire une retraite sur la question des salaires et passer certains compromis avec le patronat sur une base de diminution des salaires, avant d'avoir organisé la résistance... » Un délégué tchéco-slovaque marque la même déviation : « Dans la région de Kladno, dit-il, le S.G.I. a signé un contrat le discréditant complètement aux yeux des masses ».

b) L'autre critique est d'un ordre bien opposé, et nous en trouverons un écho dans cette déclaration de Tomsky :

« Si vous pouvez — a dit Tomsky — conduire les travailleurs à la victoire au moyen d'une grève, organisez cette grève, mais si vous voyez qu'elle réserve aux travailleurs une défaite, renoncez-y plutôt... »

Pour l'Allemagne, un véritable duel s'est livré à ce IV^e Congrès, entre la délégation allemande et le secrétaire de l'I.S.R., à qui Heckert a fait des reproches très amers. Il s'agit du dernier mouvement dans l'industrie métallurgique.

« Le camarade Losovsky, a déclaré Heckert, nous a critiqués cinq heures durant, mais il n'a pas consacré cinq minutes au travail du Bureau Exécutif (de l'I.S.R.) Or, le Bureau Exécutif s'est occupé, au commencement de décembre, de la lutte dans l'industrie métallurgique... et il avait décidé, à cette séance, de prendre certaines mesures. Je dois dire qu'à cette séance avaient été proposées toutes les fautes qui ont été commises au cours de cette lutte. »

D'où il ressort que le Bureau Exécutif mérite lui-même toute une critique qui n'a pas été faite au cours du Congrès parce qu'il a été assez habile pour foncer sur les fautes des autres et dissimuler ainsi ses propres fautes.

Un délégué polonais a mentionné comme principale faute des partisans de l'I.S.R. dans son pays, la grève récente du Textile de Lodz, déclanchée grâce à l'agitation des partisans de l'I.S.R. dans les masses, « mais dont nous ne réussîmes pas à assurer la direction au moment où l'appareil syndical réformiste la trahit ».

Losovsky a finalement cité au passif des partisans américains de l'I.S.R., deux expériences, celle de la grève du textile de Passaic, et celle de la grève des mineurs du Colorado.

La grève de Passaic, grève d'inorganisés, fut organisée par les communistes, « ils étaient à la tête du Comité de grève, ils créèrent un Syndicat, le dirigèrent et rassemblèrent tout de suite dans ses rangs près de 13.000 ouvriers... Nos camarades se mirent à négocier avec l'American Federation pour obtenir l'admission de leur Syndicat dans la Fédération du Textile » qui ne groupe que 25 à 23.000 adhérents sur 900.000 ouvriers. « Les leaders réactionnaires de l'American Federation posèrent une condition: la démission du Président du Comité de Grève, le communiste Weissbrod. En pleine grève, nos camarades acceptèrent de faire démissionner deux militants afin que le nouveau Syndicat fût admis dans l'American Federation. Résultat, l'American Federation aida le patronat à écraser la grève de Passaic. Actuellement ce syndicat ne groupe plus que 700 membres. »

Dans le Colorado, où, depuis treize ans, il n'y a pas eu de Syndicats, les I.W.W. furent à la tête de la grève des mineurs. « Pourquoi, a-t-on demandé aux militants américains, les militants de la Ligue et du Parti Communiste n'en ont-ils pas pris la direction? » Ils ont répondu que les Etats-Unis avaient 110 millions d'habitants et le Parti Communiste 17.000 membres. Losovsky s'indigne: « Mais les I.W.W. combien groupent-ils d'adhérents? 2 ou 3.000 à peu près. Si un groupement de 2 ou 3.000 membres peut diriger une grève, pourquoi un groupement de 17.000 adhérents ne peut-il en faire autant? »

A la stratégie des grèves se rattache tout naturellement le choix des mots d'ordre, car pour bien assurer la direction d'une grève, il faut lui fixer les objectifs qui conviennent aux circonstances.

« Si vous lancez, dit Tomsky, un mot d'ordre qui ne convient pas à la situation, il aura beau être archi-révolutionnaire, les masses ne le suivront pas, elles ne le comprendront pas et resteront passives ».

Ce qui est vrai pour les grèves est également vrai pour la propagande et pour l'action générale, et il apparaît que le IV^e Congrès n'a pas consacré un soin particulier au choix des mots d'ordre généraux des partisans de l'I.S.R.

Le premier mot d'ordre de l'I.S.R., celui que l'on met en avant, c'est la JOURNÉE DE SEPT HEURES. De toute évidence c'est là un mot d'ordre qui ne rentre pas dans la série des mots d'ordre correspondant à l'état d'esprit des masses, et susceptibles de les entraîner dans la lutte. Les militants savent combien ils ont de mal pour déterminer les ouvriers à lutter contre le sabotage de la journée de huit heures, et au moment où le capitalisme accentue encore son offensive contre cette réforme, on ne leur dit point : « Soutenez le mot d'ordre de respect des huit heures », on leur dit : « Lancez le mot d'ordre des 7 heures », sans même le discuter.

Brandier aurait voulu que le Congrès ne se borne pas à un « programme général d'action » mais qu'il tienne compte « que les conditions sont très différentes suivant les pays et à l'intérieur des pays » et qu'il établisse un programme pour chaque pays ou chaque groupe de pays.

« Cette suggestion me semble peu pratique, répond Losovsky. Il faut que nous ayons une plate-forme internationale générale, pour établir ensuite un programme d'action pour chaque pays... »

Où est le différend ? Brandler aurait voulu que le Congrès fixe lui-même le programme particulier des sections de l'I.S.R. Losovsky semble plutôt vouloir réserver cette tâche aux sections elles-mêmes, ce qui est beaucoup plus normal. Mais les sections de l'I. S. R. sont-elles capables d'autre chose que de remâcher, dans leurs pays respectifs, les grandes formules du Congrès de l'I. S. R.; que de les répéter mille et une fois sans tenter d'en mettre une seule au niveau de leurs conditions particulières ?

Il est difficile de concevoir un programme international rédigé d'en haut, et encore plus difficile de concevoir des programmes nationaux préparés par l'I.S.R. Les programmes nationaux devraient sortir des luttes et des expériences de chaque mouvement. Un véritable programme international ne peut être que l'affirmation des grands points communs à tous les programmes nationaux comme autant d'objectifs principaux du mouvement international tout entier.

Le deuxième point à retenir, c'est que le Bureau Exécutif de l'I.S.R. a fait tous les efforts possibles pour que le mot d'ordre du *Contrôle ouvrier* ne soit pas retenu par le Congrès dans le programme d'action.

« Brandler, a dit Losovsky, s'imagine qu'on peut rassembler les masses en Allemagne autour du mot d'ordre du *Contrôle de la Production*, tandis que Heckert affirme que le mot d'ordre de la journée de sept heures ne pourra pas grouper les masses. Je vous le demande alors: « Qu'est-ce qui est le plus proche pour l'ouvrier moyen, arriéré; est-ce la journée de sept heures ou le contrôle sur la Production? »

« On ne doit pas lancer, poursuit Losovsky, à l'heure actuelle en France, en Angleterre ou dans tout autre pays, un mot d'ordre qui évoque dans l'esprit de chaque ouvrier l'idée de la lutte pour le pouvoir, du contrôle des ouvriers sur l'Industrie. On ne badine pas avec des revendications de cette espèce. »

C'est peut-être vrai, mais on ne devrait pas « badiner » non plus avec un mot d'ordre comme celui de la journée de 7 heures, alors que l'on n'est même pas capable de faire respecter les 8 heures. Le mot d'ordre des 7 heures ne risque-t-il pas d'éveiller dans l'esprit des ouvriers l'idée qu'on veut le piper avec un bel appât, plutôt que de travailler sérieusement à la défense de leurs intérêts ? Le rejet du contrôle ouvrier ne sera-t-il pas l'objet d'un rapprochement troublant avec le fait qu'en U.R.S.S. les ouvriers sont complètement écartés de la direction de la production ?

LES QUESTIONS D'ORGANISATION

Avant d'aborder les principes généraux posés par le IV^e Congrès dans ses « thèses d'organisation » il faut souligner qu'en concordance avec la rupture de la « ligne » d'unité suivie jusqu'ici, l'I. S. R. va renforcer ses Comités Internationaux de Propagande et d'Action, qui correspondent aux Fédérations Internationales d'Industrie d'Amsterdam.

Un délégué polonais n'a pas craint d'attribuer à la faiblesse de ces Comités le fait « que nous n'avons pas réussi suffisamment à faire comprendre à la classe ouvrière la nécessité d'organiser l'aide active aux mineurs anglais ».

Watkins (Angleterre) a réclamé une réponse nette :

« Il faut que nous sachions; une fois rentrés dans nos pays respectifs, si nous devons travailler à détruire les secrétariats réactionnaires ou bien à les ressusciter. Nous estimons que le développement des Comités anglo-russe et germano-russe industriels d'unité devrait prouver qu'un progrès est réalisé dans le domaine de la création de véritables Internationales révolutionnaires d'industrie. »

Les thèses du IV^e Congrès constatent avec quelque mélancolie que les « questions d'organisation » constituent le point le plus faible de l'activité du mouvement syndical révolutionnaire.

On a vu, notamment par la résolution sur la question française dont la R. P. a publié les principaux extraits, que, sur ce chapitre, l'I.S.R. avait trouvé, à la C. G. T. U. des tas de défauts dont l'énumération est, il faut bien le dire, un vaste fouillis.

Qu'est-ce qui ressort de ce fouillis ?

Il ressort un défaut général, la faiblesse de la discipline internationale et intérieure.

« En règle générale, disent les thèses, les résolutions des Congrès de l'I.S.R. et les directives du Bureau Exécutif de l'I.S.R. et des Centrales Nationales du mouvement syndical révolutionnaire, ne sont appliquées que très insuffisamment ».

Il ressort ce second défaut général : la « faiblesse des cadres de base », ou — pour ne pas parler ce jargon, l'insuffisance, en nombre et en qualité, des forces syndicales sur le lieu du travail.

Or les « cadres de base » seront d'autant plus faibles qu'on leur imposera une discipline plus stricte. Ce « défaut général » ne cessera de croître avec le développement d'un centralisme qui n'est démocratique que de nom, et qui a abouti à faire de l'Internationale Syndicale Rouge, un état-major mondial, des Centrales nationales, autant de sous-états-majors, et des Syndicats autant de purs organismes d'application.

La résolution sur la question française prescrit un redoublement de centralisme dans l'organisation intérieure. Il ne suffit pas d'avoir disposé entre le travailleur et la Confédération un échelon de plus qu'autrefois, les Unions régionales, il faut en disposer un autre encore : le Syndicat régional d'industrie interposé entre les sections syndicales d'Usines et les Fédérations.

« Le mot d'ordre » une entreprise — une industrie — un syndicat « demeure, disent les thèses, le mot d'ordre d'actualité des partisans de l'I.S.R. »

Un syndicat national d'industrie, avec des sections d'entreprises, sans autonomie financière, sans possibilité d'initiative, soumises et disciplinées et à la manière du mouvement syndical social démocrate allemand, des « hommes de confiance », caporaux d'usines, voilà l'idéal que l'on prétend imposer à notre mouvement syndical.

Pire encore, selon Losovsky, le bon mot d'ordre final, c'est le *grand Syndicat général*, réunissant des sections industrielles, et réalisant la disparition complète des organismes locaux, départementaux et régionaux indépendants.

Que, pour ce qui concerne la France, les dirigeants de la C.G.T.U. poursuivent la réalisation de tels mots d'ordre : ils se réservent des déceptions cruelles.

Alors que l'on manque d'air dans la C.G.T.U., alors que l'anémie saisit les mille points d'appui locaux privés de toute liberté, on veut encore restreindre les possibilités qui restent de vivre.

Du même coup, on restreindra les possibilités de lutte, on comprimera l'esprit de révolte, on « fonctionnariserà » les grévés. Voulant conquérir les grandes entreprises, on s'éloignera en réalité de l'usine, car l'ouvrier se sentira de moins en moins attaché à qui ne sera plus « son syndicat », mais une énorme machine bureaucratique.

Marchant de pair avec le centralisme d'organisation, s'imposera la discipline, non pas la discipline nécessaire de l'action, mais la discipline de la pensée, la fidélité aux dogmes d'en-haut, l'interdiction de toute opposition aux dirigeants.

NOTRE TACHE DANS L'I. S. R.

Losovsky a déclaré au IV^e Congrès :

« Le premier et principal défaut de nos organisations syndicales, c'est que souvent au lieu de trouver des formules qui leur sont propres, nos organisations syndicales se bornent à reproduire les mots d'ordre rédigés par le parti. »

Comment se conduiraient-elles autrement, puisqu'elles ne sont que des colonies du Parti, puisqu'elles ne peuvent être que des colonies du Parti ?

Comme se vérifie aujourd'hui la justesse de la protestation élevée par les C. S. R. en juillet 1921 à la suite du vote de la liaison organique par le Congrès de l'I. S. R. !

Dans cette protestation, tout entière de la plume de Monatte, les syndicalistes français faisaient des prévisions qui ne se sont que trop réalisées malheureusement :

« La liaison organique, en bas comme en haut, attirerait mécaniquement à fausser le caractère du syndicat, à l'empêcher d'être le groupement de classe ouvert à tous les travailleurs pour devenir un groupement de tendances. Et nous assisterions à la création d'autant de mouvements syndicaux qu'il existe d'Internationales communistes ou socialistes. »

« Internationalement le Comité central des C.S.R., reconnaît aux autres mouvements le droit de se régir suivant leurs propres conditions historiques et économiques, mais il revendique le même droit pour lui. Il estime qu'une Internationale Syndicale Rouge qui ne tiendrait pas compte de ces conditions diverses se vouerait à l'inaction et à la mort : elle ne rallierait qu'une partie des mouvements syndicaux révolutionnaires, alors qu'en respectant les caractères originaux des divers mouvements, en donnant à la nouvelle Internationale les deux piliers du syndicalisme russe et du syndicalisme révolutionnaire des pays latins et anglo-saxons, elle est sûre de marcher à grands pas dans la voie révolutionnaire. »

En abandonnant cette position, qui était la leur en 1921, les dirigeants actuels de la C. G. T. U. ont compromis non seulement le développement de la C. G. T. U. mais celui de l'I. S. R. Car l'I. S. R. a perdu le pilier du syndicalisme révolutionnaire. Elle s'est réduite à n'être plus qu'un mouvement syndical communiste.

De même que nous travaillons au redressement de la C. G. T. U., nous devons travailler au redressement de l'I. S. R. Les deux tâches se complètent. Elles sont d'autant plus liées que la plupart des défauts que nous constatons dans la C. G. T. U., manque d'indépendance, centralisme étouffant, esprit anti-unitaire, autant de causes d'impuissance dans l'action, lui viennent de l'I. S. R.

L'unité syndicale internationale, qui nous paraît aussi indispensable que l'unité nationale, n'est pas proche ; aujourd'hui, l'I. S. R. lui tourne le dos et nous savons fort bien que de son côté l'Internationale d'Amsterdam ne veut qu'une unité d'abdication. Les difficultés ne doivent pas nous décourager mais nous stimuler.

Que pouvons-nous faire, nous, les syndicalistes vraiment unitaires qui sommes dans la C. G. T. U. et dans l'I. S. R. ?

Ce que nous faisons déjà dans la C. G. T. U. nous devons le faire dans l'I. S. R., lutter pour l'unité, contre le centralisme, pour l'indépendance de l'I. S. R. à l'égard de l'Internationale communiste. C'est à ce prix qu'elle deviendra une force et imposera l'unité syndicale Internationale.

M. CHAMBELLAND.

Parmi nos Lettres

Les élections
à Limoges

Quelques renseignements précis, émanant d'un bon militant de Limoges :

L'application de la tactique électorale des communistes a abouti, à Limoges, à une collusion consciencieuse des éléments communistes avec la réaction. A tel point que, deux jours avant le scrutin de ballottage, certains adhérents des fameux comités du Bloc ouvrier et paysan accrédiétaient l'idée que mieux valait voter pour le candidat réactionnaire que pour le candidat socialiste.

Sans aucune exagération, c'est la direction régionale du parti qui a fait l'élection du candidat poincariste dont les amis, dans la deuxième circonscription de Limoges, ont assuré l'élection du député « communiste » Fraisseix. Deux mille voix réactionnaires, mais franchement réactionnaires, se sont portées sur Fraisseix, en faveur duquel le candidat poincariste Hégras s'est désisté presque ouvertement.

C'est en vain que Body, que vous devez connaître, Body qui appartenait à la mission militaire en Russie, avec Sadoul et Pierre Pascal, et qui est rentré il y a quelques mois, a fait placarder une affiche pour empêcher cette collusion communo-réactionnaire. Placardée tardivement, elle n'a pas empêché des inconscients communistes de voter pour le réactionnaire et de le faire passer à trente-six voix de majorité.

Ce n'est pas cette compréhension de la lutte classe contre classe qui remontera l'influence du parti communiste dans la région limousine.

Quant à Body, son geste d'indiscipline lui vaut d'être exclu. Il est vrai que, par contre, tout ce qu'il y a de sain et de raisonnable dans la région l'approuve. Ces éléments sont désormais perdus pour le parti communiste.

**

Le manifeste
de la C. G. T. U.

Quelques remarques fort justes :

J'ai parcouru aujourd'hui 30 mai, le manifeste de la C. G. T. U., publié par l'Humain. C'est à vous rendre malade, ce galimatias, ces affirmations sans preuves.

Croit-on donc qu'il suffise de crier aux réformistes « agents de la bourgeoisie », « collusion avec le fascisme ? »

Et à quel esprit sérieux fera-t-on croire que le contrat collectif demandé par la C. G. T. est un pas vers la domestication, tandis que celui demandé par la C. G. T. U. est un pas vers la Révolution ?

**

Le 1^{er} Mai
à l'école

D'un bon camarade de l'Enseignement :

Le numéro de l'Ecole Emancipée du 1^{er} mai

(partie scolaire) est idiot. Je suis persuadé qu'il n'y a pas dix maîtres de la Fédération qui ont pu utiliser cela dans leur classe.

Et puis même le ferait-on, cela est au-dessus de nos gosses, à moins qu'on ne cherche à leur inculquer un catéchisme :

- Etes-vous prolétaire ?
- Oui, je suis prolétaire par la grâce de Dieu.
- Qu'est-ce qu'un prolétaire ?
- Etc...

**

Les causes profondes
de la crise russe

Récueillons cette courte, mais claire explication, donnée récemment à un délégué en Russie par un

militant de l'Opposition, des causes profondes de la crise russe :

Je lui demandai pourquoi il adoptait, à l'égard du P. C. R. une attitude qui, selon l'avis des « officiels », le mettait en opposition avec tout son passé.

Il nous répondit d'abord que les difficultés intérieures et internationales étaient à l'origine de la crise. Il ajouta que la survivance de la bourgeoisie internationale, appuyée par la social-démocratie, en isolant l'U. R. S. S. renforçait

sur Staline et son appareil bureaucratique la pression de la bourgeoisie intérieure.

A propos de cette dernière, il nous décrit son évolution depuis 1917. A l'entendre, la bourgeoisie russe a relevé la tête et modifié considérablement sa physionomie politique. Il nous a dépeint les indices qui déclenchent ce changement de mentalité : à la rue, dans les tramways, etc. l'on peut se rendre compte, a-t-il dit, que l'U. R. S. S. est une maison dans laquelle la bourgeoisie, tout en ne se sentant pas encore chez elle, occupe de plus en plus de place.

Il a reproché à Staline ses méthodes répressives à l'égard de l'opposition et a souligné combien l'opposition, dans la question paysanne et dans la question chinoise notamment, avait eu raison. Sur une question précise de même, il répondit que pendant longtemps la majorité avait interdit la publication des thèses de l'opposition et que c'est là ce qui justifiait les « imprimeries » clandestines dont on arguait pour la frapper.

**

Officiers prolétariens

Un écho d'une discussion dans un Groupe de jeunes de l'Enseignement. Les communistes sont inénarrables ! Nous discutons sur la préparation militaire dans les Ecoles normales. Croyez-vous qu'ils en sont partisans, sous prétexte qu'ils veulent nous doter d'officiers prolétariens ! L'infiltration, quoi. Ces marxistes modernes veulent influencer le milieu ; ne risquent-ils pas plutôt de se faire influencer par lui ?

**

Echanges de maîtres et d'élèves

Epinglons ces constatations faites par un camarade qui participe, au Syndicat national des instituteurs, au travail d'organisation des échanges de maîtres et d'élèves pendant les vacances :

Les vacances approchent et nous recevons un grand nombre de demandes d'instituteurs allemands qui désirent venir passer leurs vacances en France ou recevoir un collègue français.

Malheureusement, beaucoup de nos camarades s'obstinent à ne vouloir connaître d'horizon que celui qui limite leur vue, malgré des conditions très avantageuses de séjour en Allemagne.

On ne se fait pas une idée de ce que le Français est casanier !

**

Une réponse de Désarménien

Désarménien, le secrétaire de l'Union des Syndicats Confédérés de l'Adour, se rebiffe devant les appréciations formulées dans la lettre des Landes du dernier numéro. Il se rebiffe, il fait bien, mais il a tort de parler de filet anonyme ; il n'y a pas eu un filet mais un morceau de lettre, et notre correspondant n'est aucunement responsable de l'anonymat. Ajoutons que ce correspondant n'est pas plus un hobereau qu'un bolchevisateur féroce ; c'est un révolutionnaire dans notre genre qui cherche toujours à comprendre mais ne veut pas être dupé. Il peut se tromper, comme nous tous ; mais il fait le lui démontrer. Il ne manquera pas de nous dire si la démonstration de Désarménien l'a convaincu qu'il avait fait erreur. Nous lui donnerons la parole, comme nous la donnons aujourd'hui à Désarménien.

Quant à la proposition qu'il fait en post-scriptum, nous l'acceptons volontiers. La réforme du statut du métayage est une question qui mérite parfaitement d'être étudiée dans la R. P. :

Ce n'est pas sans une certaine surprise, camarade Monatte que j'ai lu, dans le dernier numéro de la *Révolution Proletarienne*, le filet, d'ailleurs anonyme, paru sur la question électorale dans les Landes.

Et je ne trouve rien à redire — car cela est pour moi secondaire — sur les appréciations purement politiques de la question, je me permets de protester catégoriquement contre la partie de ces appréciations visant l'action faite par l'Union des Syndicats Confédérés de l'Adour dans les Landes,

et qui contiennent des erreurs certaines, pour ne pas dire plus.

Il est exact, en effet, que l'U. S. Confédérée de l'Adour poursuit une action syndicale active dans le but d'obtenir la révision et la modification de la loi du 18 juillet 1889 sur le bail à colonat partiaire et tendant à la refonte du statut du métayage. Il est non moins exact que, dans certaines des réunions organisées par nous, les « députés radicaux » ont pu, étant nos invités, y prendre la parole.

Mais lorsque je lis que « pendant la campagne proprement dite (issez électorale), la coalition a été plus nette encore » et que « l'on ne conçoit plus ici (dans les Landes) de propagande syndicale confédérée qui ne serait destinée à faire le jeu des députés radicaux », je ne puis m'empêcher de dire que ton correspondant va un peu fort, et c'est contre la pensée qu'il nous prête que je proteste.

Si ce correspondant qui se pique, pourtant, de connaître la question agricole, avait suivi les efforts faits par nous de plus près, s'il avait dénombré les dizaines et dizaines de réunions organisées par nos soins, et de plus, s'il nous avait entendu développer notre conception de cette réforme, il se serait certainement gardé d'écrire de telles erreurs.

La propagande agricole avait dû être interrompue à la suite de la répression féroce qui suivit le mouvement de 1920 et qui nous priva de nos meilleurs militants. De plus, la scission qui survint eut pour résultat la disparition des Syndicats d'agriculteurs et l'éloignement de la Fédération des Gemmeurs.

Mais sitôt la situation consolidée par la création de l'Union des Syndicats de l'Adour (Landes et Basses-Pyrénées), le contact fut rétabli avec les métayers. La reprise de notre propagande active date de mai 1925 et rebondi puissamment au cours de 1926, à la suite du mouvement des métayers-résiniers d'Ygos et Carcen-Ponson, au cours de laquelle se firent jour seulement les premières tentatives du « Conseil Paysan ». Grâce à la mise sur pied de notre programme actuel et au redoublement de notre propagande, qui a coûté à la C.G.T. de nombreux efforts, un contingent important de syndicats a été reconstitué ; d'autre part, les relations ont été reprises avec la Fédération des Gemmeurs du Sud-Ouest qui compte 21 Syndicats de résiniers. En 1927, plus de 19.000 timbres ont été placés dans les Landes.

Ce n'est donc pas d'avril 1928 — de la période électorale — que date notre action dans les Landes. J'ajoute qu'en 1926, les premières tentatives du « Conseil Paysan » lui-même furent faites par Vazeilles. Mais rapidement, on lui substitua Renaud Jean, dont le titre de « député » avait plus d'attraits pour les paysans. Les militants unitaires de la 12^e U. R. n'y parurent que très peu ou pas du tout. Incapacité ou carence ? Je laisse aux lecteurs de la R. P. le soin d'y répondre.

Mais voici un fait qui montre que les accusations de « faire le jeu » des députés radicaux est malveillante ou erronée. Le 21 novembre 1927, à Ygos, au cours d'un meeting qui groupait plus de 3.000 agriculteurs et de nombreuses délégations venues de plus de 100 kilomètres à la ronde, les députés « radicaux » prirent la parole à nos côtés, à côté de Jouhaux. Mais ils n'étaient pas seuls : le citoyen Renaud Jean, alors député communiste du Lot-et-Garonne, qui était venu en contradicteur, surpris par l'exposé de notre conception de la refonte du statut du métayage, déclara textuellement : « que ce projet contenant des améliorations notables et des garanties pour les métayers, il le voterait ».

Peut-on penser un seul instant que Renaud Jean, président d'une organisation rivale de la Fédération Confédérée de l'Agriculture et mandataire d'un parti dont on connaît l'attitude de bataille contre tout ce qui n'est pas orthodoxe bolcheviste, venait lui aussi « faire le jeu » de ces députés ?

Je sais que cette accusation de faire le jeu des radicaux nous a été déjà imputée. Mais suffit-il, à la vérité, que les communistes les plus féroce ment bolchevisateurs et que les plus puissants des hobereaux et féodaux landais l'aient mise en circulation pour nuire au développement de notre organisation interdépartementale, cela suffit-il pour que le correspondant de la R. P., la reprenne à son compte ? Je ne pense pas.

En tous cas, il m'était impossible de laisser s'accréditer de tels bruits et je veux espérer que la R. P. enregistrera ma protestation.

P. S. — Si cela était nécessaire, nous n'aurions aucune peine, pour justifier notre action, de te faire parvenir un exposé technique de la question. Que beaucoup trop ne connaissent, hélas ! que trop superficiellement. Si cela intéresse les lecteurs de la R. P., nous ne verrions aucun inconvénient à t'adresser une note sur la « réforme du statut du métayage ».

Notes Economiques

**146 % de bénéfices ...et non 57 %
sués par le « prolétaire dictateur »**

Dans son n° du 5 mai, la *Vie Economique des Soviets* revient sur les bénéfices réalisés par les concessionnaires étrangers en U. R. S. S. Les chiffres qu'elle avait donnés dans son numéro précédent (1) sont rectifiés et précisés.

Dans l'industrie manufacturière, y est-il dit, le bénéfice net réalisé pendant l'année 1926-1927 par les entreprises concessionnaires a été de 85,5 % du capital de ces entreprises. D'autre part, une partie seulement de ce capital a été apportée de l'étranger, et cette partie du capital a été davantage rémunérée que celle provenant de l'U. R. S. S. : pour elle le bénéfice moyen net a été de 146 % !!! (2)

Plus loin la *Vie Economique des Soviets* a l'obligeance de nous fournir les statistiques sur le bénéfice moyen réalisé en pays capitalistes ; les voici : en Allemagne le bénéfice net de l'ensemble des sociétés a été, en 1927, de 4,8 % du capital ; en Angleterre celui des sociétés par actions pour la même année a été de 10,5 %.

On voit donc que quand nous disions que le bénéfice réalisé par le capital sur le dos des travailleurs était dix fois plus élevé au pays de Staline qu'en pays capitaliste, nous étions encore en deça de la vérité.

Le grignotage du monopole du commerce extérieur

La Société Drusag, société à capitaux allemands, avait obtenu en 1922, une concession en U. R. S. S. pour la production des semences. Cette concession, conclue pour quatre ans, a été renouvelée en 1927. Entre autres nouveaux avantages, le contrat de 1927 comporte pour le concessionnaire « le droit de vendre librement ses produits, aussi bien à l'intérieur qu'à l'étranger » (3).

Concession de 1922 : concession de Nep, respect du monopole du commerce extérieur ; concession de 1927 : concession de Néo-Nep, suppression, à l'égard du concessionnaire, du monopole du commerce extérieur.

Ouvriers et paysans

Le Parti socialiste a clos son Congrès par une motion d'unanimité. Cette unanimité verbale n'empêche point le Parti socialiste d'être coupé en deux : coupuré profonde qui a des raisons de classe.

On dit : coupure entre « gauche » et « droite », ou encore entre Commission administrative et groupe parlementaire. C'est plus que cela. La majorité des élus du Parti, les Fédérations de droite, sont des élus paysans des fédérations paysannes ; la « gauche », avec la minorité des députés, le Parti dans son ensemble, parce que les ouvriers appartiennent davantage à l'organisation que les paysans qui se contentent de voter, ce sont les ouvriers. Lebas, la Fédération du Nord, réformistes cependant pur sang, représentent la « gauche », parce qu'ils sont le Nord, c'est-à-dire parce qu'ils sont ouvriers. Paysans et ouvriers, voilà donc en réalité les deux termes qui caractérisent les deux fractions adverses du Parti socialiste. Jusqu'à hier, de ces deux fractions, la première, la fraction paysanne, ne jouait dans le Parti socialiste qu'un rôle assez subordonné ; aujourd'hui, les progrès accomplis par le Parti socialiste dans les campagnes d'une part, sa régression d'autre part chez les ouvriers, par suite des progrès du Parti communiste, tendent à renverser la situation, à donner la prépondérance à l'élé-

ment paysan : d'où la crise qui mine le Parti socialiste et dont le Congrès de Toulouse n'a fait qu'ajourner les effets.

Il se trouve donc que le parti socialiste français est exactement dans la même position et soumis à la même crise que le Parti communiste russe. Car pour celui-ci au pouvoir, comme pour celui-là dans l'opposition, c'est la même question qui se pose : qui aura la prépondérance, les ouvriers ou les paysans ?

Dans son testament, vision la plus géniale peut-être de toutes celles qu'il a eues, Lénine part de ce point : le parti bolchevik s'appuyant sur deux classes (ouvriers et paysans), son instabilité est possible, et même sa scission inévitable, si l'accord ne peut être établi entre les deux classes. En fait, le lendemain même de la mort de Lénine, les mesures qu'il préconisait pour retarder le plus possible l'échéance qu'il voulait encore espérer lointaine, n'ayant pas été prises, le processus de scission commençait, il s'est poursuivi depuis lors à travers tous les événements que l'on sait, et il est loin encore d'être achevé.

Ne nous illusionnons pas ! La question des rapports entre les paysans et la classe ouvrière, entre deux techniques différentes, est la question fondamentale dont dépend le cours ultime de la Révolution sociale. Comme y a insisté plusieurs fois Sorel, l'antagonisme entre la ville et la campagne est un antagonisme fondamental, qui s'est manifesté tout au cours de l'histoire ; c'est à cause de lui qu'a trébuché le premier mouvement d'émancipation de la bourgeoisie, celui des Communes ; l'établissement de la royauté absolue a été un compromis entre la ville et la campagne.

Il en sera ainsi tant que les deux modes de production resteront aussi différents l'un de l'autre. L'industrialisation du travail agricole peut seule résoudre définitivement l'antagonisme. En attendant, tout parti, tout Etat, qui se laissent dominer par la paysannerie, c'est-à-dire par le mode de production réactionnaire, en y sacrifiant le mode de production qui est actuellement le mode de production progressif, se condamnent par cela même à agir réactionnairement, de quelque étiquette qu'ils se parent.

La concentration commerciale à la campagne

Nous avons signalé dans l'un des premiers numéros de la R. P. (1), que les distillateurs des « fruits à cidre et à poiré » avaient constitué un cartel pour acheter les pommes des paysans de Bretagne ; du fait de ce cartel toute concurrence entre acheteurs étant supprimée, le paysan se trouvait devant un seul acheteur, le cartel, qui lui faisait les prix qu'il voulait. Un camarade a signalé tout récemment (1) qu'une organisation tout à fait analogue avait été constituée par les malteries de la Haute-Loire pour acheter aux paysans leurs orges de brasserie. Enfin, nous veions d'apprendre ces jours-ci la formation d'un cartel des fabricants de Roquefort, pour acheter le lait sans intermédiaires et sans concurrence. On estime au total à 12 millions par an l'économie que feront ainsi les fabricants.

Ce ne sont là que quelques exemples d'un phénomène certainement très général et qui est sans doute l'une des raisons du succès des candidats socialistes dans les campagnes.

La Svenska presse ses travaux d'approche

La Svenska, ce trust américain des allumettes, qui veut le monopole des allumettes en France, a vu, après son échec de l'année dernière, ses espoirs revivre du fait des résultats des élections. Aussi se hâte-t-elle d'accroître le nombre de ses appuis français. C'est ainsi qu'elle vient de s'assurer l'appui du Crédit Lyonnais, en faisant entrer dans son Conseil d'administration deux pontifes de celui-ci : Masson, directeur général, et de Watteville. Or, qu'est-ce que des députés peuvent se permettre de refuser au Crédit Lyonnais ?

R. LOUZON.

(1) Voir la R. P. du 1^{er} juin 28.

(2) La *Vie Economique des Soviets* du 5 mai 28, page 9.

(3) « *Vie Economique des Soviets* », 20 avril 1928, page 15.

(1) Voir la R. P. de juillet 25.

(1) Voir la R. P. du 1^{er} mai 28.

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

SAMEDI 26 MAI. — Ouverture du Congrès socialiste à Toulouse.

Etats-Unis. — Rockefeller décide de fermer six mines et de licencier 20 % des mineurs.

DIMANCHE 27. — Congrès de l'Union confédérale des Locataires à Bordeaux.

LUNDI 28. — Fin du débat sur la politique générale au Congrès socialiste.

— Ouverture à Nîmes du Congrès international des mineurs.

— La proposition anglaise de révision des huit heures est repoussée par le Conseil d'administration du B.I.T.

MARDI 29. — Une résolution d'unanimité, après laborieuse discussion en commission, clôture le congrès socialiste.

Yougoslavie. — Violentes manifestations antiitaliennes à Belgrade.

MERCREDI 30. — XI^e Session de la Conférence internationale du Travail à Genève.

— Réunion du Conseil supérieur des chemins de fer ; les délégués unitaires font une déclaration.

Italie. — Procès contre 23 communistes italiens devant le tribunal spécial fasciste de Rome.

JEUDI 31. — Deveaux, Fabre et Lebourcier sont révoqués par le Conseil de discipline des T.C.R.P.

— Loucheur remplace Fallières au ministère du Travail.

— Les grévistes du tissage Sion à Halluin obtiennent satisfaction après trois mois de lutte.

Bulgarie. — On apprend la mort en prison du révolutionnaire Nicolas Ilieff.

VENDREDI 1^{er} JUIN. — Mouvement de protestation à la T.C.R.P. 160 suspensions.

— Rentrée de la nouvelle Chambre.

U.R.S.S. — Safarov, Vouyovitch et quelques autres rompent avec l'Opposition.

SAMEDI 2. — Aux T.C.R.P. les manifestations continuent.

Chine. — Tchang-Tso-Lin abandonne Pékin.

DIMANCHE 3. — Manifestation au mur des Fédérés.

— Assemblée générale de la Verrerie Ouvrière.

MARDI 5. — Bouisson est élu président de la Chambre par 327 voix contre 242 à Franklin-Bouillon.

Italie. — Le tribunal spécial de Rome rend son verdict : 385 années de prison entre 17 militants communistes.

MERCREDI 6. — Dans un meeting au Cirque d'Hiver, les T.C.R.P. décident la grève.

JEUDI 7. — La décision de grève dans les T.C.R.P. n'est observée que par une minorité du personnel.

— Congrès du Syndicat national des Indirectes.

VENDREDI 8. — Deuxième journée de la grève des T.C.R.P.; arrestation de Lebourcier.

— Les inscrits maritimes de Marseille font grève de solidarité pour les marins du « Cordoba ».

Chine. — L'armée nationaliste entre à Pékin.

SAMEDI 9. — Les grévistes des T.C.R.P. décident la reprise du travail.

DIMANCHE 10. — Commémoration de la semaine sanglante par les socialistes.

— Congrès des Métaux parisiens.

Chine. — Incidents entre Feng Yu Hsiang et le corps diplomatique.

voqué, dans l'économie publique et dans les mœurs sociales, une révolution qui, au total, a été heureuse et féconde, mais qui, pour ne pas dévier, doit se concilier dorénavant avec le fonctionnement normal du régime parlementaire. (*Applaudissements au centre, à droite et sur divers bancs à gauche.*)

Il est, certes, très utile que le Gouvernement et les Chambres reçoivent, à l'occasion, les avis autorisés de groupement industriels, agricoles, patronaux et ouvriers.

Mais il est nécessaire qu'à l'égard de ces groupements, le pouvoir exécutif et de pouvoir législatif, l'un et l'autre gardiens des prérogatives de l'Etat, conservent leur liberté d'examen et de décision. (*Applaudissements à gauche.*) A plus forte raison, cette nécessité s'impose-t-elle, lorsqu'il s'agit de fonctionnaires fédérés sous quelque titre que ce soit (*Applaudissements au centre et sur divers bancs à droite*), syndicaux ou associations professionnelles.

Il ne serait pas admissible que des agents de l'Etat vissent à tourner contre lui l'autorité qu'il leur a déléguée pour un objet déterminé. Il ne serait pas admissible qu'ils se servissent des renseignements recueillis par eux grâce à leurs fonctions pour encourager des citoyens à trahir les devoirs qu'ils ont eux-mêmes mandat d'enseigner ou dont ils sont chargés d'assurer l'exécution. (*Applaudissements au centre, à droite et sur plusieurs bancs à gauche.* — *Interruptions à l'extrême-gauche.*)

Il ne serait pas admissible que des fonctionnaires, qui sont rétribués par l'Etat, qui ont pris envers lui des engagements précis, qui en ont reçu des avantages, qui lui ont demandé de leur assurer un traitement fixe, un avancement régulier, une pension de retraite (*Applaudissements sur les mêmes bancs*), puissent le menacer de grève ou de diminution de travail lorsqu'ils n'obtiennent pas de lui la réalisation immédiate de leurs vœux particuliers. (*Applaudissements au centre.* — *Interruptions à l'extrême gauche.*)

M. Alexandre Piquemal. — Ils répondront à votre déclaration de guerre !

M. le Président. — Veuillez ne pas interrompre.

M. le Président du Conseil. — Il ne serait pas admissible enfin que certains d'entre eux crussent trouver dans une interprétation abusive des droits de l'homme et du citoyen licence de méconnaître leurs devoirs administratifs, ni qu'ils compromissent à la légère dans des manifestations de désordre et de d'indiscipline, la dignité de leurs fonctions et le succès de la haute mission qui leur est confiée. (*Applaudissements au centre et à droite.* — *Interruptions à l'extrême gauche.*)

M. Auguste Reynaud. — Nous voilà loin du programme de la C.G.T. !

M. le Président du Conseil. — Le Gouvernement et les Chambres ne sauraient tarder davantage à aborder de front ce problème, qui touche à la conception même de l'Etat moderne et à l'organisation de la démocratie.

S'ils ne veulent pas se trouver un jour en face d'une anarchie irrémédiable, qui aura insidieusement faussé tout le mécanisme politique, ils devront déterminer le plus tôt possible, dans une loi fondamentale, les droits et les devoirs essentiels du personnel administratif, ainsi que ses rapports avec l'Etat, au service duquel il est librement entré. (*Très bien ! très bien !*)

C'est au Gouvernement de gouverner (*Très bien ! très bien !*) ; c'est aux administrations d'administrer ; c'est à vous messieurs, de contrôler et de légiférer.

*

**

Nous avons reproduit, **Les Syndicats Confédérés et les Assurances Sociales** dans le numéro du 1^{er} mai, les conseils donnés par Liéchon aux syndicats du Livre pour qu'ils

préparent leurs caisses primaires.

Voici les passages essentiels d'une circulaire que vient d'adresser à ses organisations la Commission administrative de la C. G. T. :

La loi sur les assurances sociales donnera aux travailleurs des résultats qui dépendront en grande partie de la collaboration que ceux-ci apporteront à ce fonctionnement. C'est dire que le *devoir des organisations confédérées est de se préoccuper dès maintenant de la gestion des futures caisses d'assurances.*

Les organisations patronales, qui n'ont cessé de combattre la loi et qui, au dernier moment, essayaient encore de la détruire, s'organisent actuellement pour que la loi sur les assurances sociales laisse intact leur privilège de

La déclaration ministérielle n'a pas apporté grande lumière sur les projets de Poincaré relatifs à la situation financière, — en quoi elle a déçu tout le monde — par contre, elle a apporté aux fonctionnaires des menaces non ambiguës. C'est presque par là que Poincaré a commencé ; reproduisons ces menaces, d'après l'*Officiel* :

Lorsque la République s'est fondée, la liberté d'association n'existait pas dans le pays ; les intérêts professionnels eux-mêmes n'avaient pas la faculté de se grouper. Les plus anciens d'entre nous ont connu un temps où les Chambres n'étaient guère saisies que de pétitions individuelles.

Les lois sur les syndicats et sur les associations ont pro-

domination. En maints endroits, elles ont fondé des sociétés mutuelles dans leurs entreprises. Ces mutuelles doivent se transformer, le moment venu, en caisses patronales d'assurances sociales, dans les conditions prévues par la loi.

C'est là un gros danger pour la classe ouvrière. Si elle laisse le patronat mettre la main sur le fonctionnement des assurances sociales, cette loi, qui doit être une loi d'émancipation, aura manqué en partie son but.

Le devoir de tous les syndicats, de tous les syndiqués, est de mettre les travailleurs en garde contre ces tentatives.

La Commission administrative demande instamment aux Fédérations et aux Unions départementales d'engager dès maintenant la campagne contre les promesses souvent alléchantes, mais toujours fallacieuses que constituent les Caisses d'entreprises. *Les assurances sociales, faites pour les travailleurs, doivent être gérées par eux. La loi le leur permet ; c'est à eux, en s'organisant, d'en profiter.*

C'est cette organisation des assurés pour la gestion des Caisses d'assurances sociales qui doit maintenant faire l'objet de persévérants efforts des syndicats confédérés, et c'est plus particulièrement aux Unions départementales que revient l'initiative de cette organisation. Les fédérations devront leur apporter le concours d'une propagande active auprès de leurs adhérents. Chaque secrétaire de syndicat, chaque militant, devra se faire le propagandiste de cette organisation.

Nous insistons sur ce fait : c'est dès le début de l'application de la loi, et dans la période qui s'écoule jusqu'à ce début, que doit se faire le maximum d'efforts. *Après, il sera trop tard ; les positions qui auront été prises pourront fort difficilement se modifier.*

.....
Nous n'ignorons pas que l'effort que nous demandons aux militants est considérable. Nous croyons cependant pouvoir compter sur leur dévouement absolu pour cette tâche, dont chacun aura compris l'extrême importance.

.....
La circulaire résume ensuite très brièvement la forme d'organisation départementale prévue par la loi.

En conclusion, la circulaire recommande aux Unions départementales de syndicats d'entreprendre :

1° La création d'une *caisse primaire départementale interprofessionnelle d'assurances maladie, maternité, décès, soins aux invalides*. Cette caisse, constituée par *groupe-ment spontané d'assurés*, ayant des sections locales, et, même au besoin, des sections professionnelles.

2° Le recrutement des adhérents pour le risque invalidité-vieillesse à la *caisse départementale unique d'invalidité-vieillesse* (caisse officielle).

3° Une campagne ayant pour but de mettre les travailleurs en garde contre le danger des caisses patronales.

Un petit scandale, occasionné par l'envoi d'une lettre plus que singulière, adressée par le Service de publicité du *Peuple* à la Compagnie d'Assurances Générales sur les Accidents, vient de provoquer une polémique entre l'*Humanité* et le *Peuple*.

Reproduisons cette lettre, d'après l'*Humanité* du 2 juin :

L E P E U P L E
(Quotidien du syndicalisme)
SERVICE DE PUBLICITE
78, rue de Richelieu, Paris (2^e)

3 mars 1928.

Monsieur le Président du Conseil
d'administration de la Compagnie
d'assurances, 87, rue de
Richelieu.

Monsieur,

« La réponse que nous venons de recevoir à notre lettre du 18 courant, que nous avions adressée à dessein à vous-même et non au directeur de votre service de publicité, nous fait voir que, par suite d'une erreur d'interprétation, elle a été proposée comme une proposition de publicité.

Ce n'est pas du tout sur ce terrain que la question doit être placée. C'est une subvention, un encouragement sous la forme d'un contrat de publicité que nous demandons, au nom de la Commission administrative de la *Confédération Générale du Travail*, dont notre journal est l'organe

officiel, et votre agent de publicité habituel ne nous semble pas du tout qualifié pour en décider.

Nous nous permettons d'insister tout particulièrement auprès de vous pour que notre demande soit prise en considération et que nous obtenions de la Société l'appui que nous avons trouvé auprès de beaucoup de grandes firmes commerciales et industrielles.

Dans l'espoir d'une réponse favorable, nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les plus distingués. »

A propos de cette lettre, qui avait été publiée déjà par divers journaux réactionnaires de province, *Le Peuple* du 31 mai avait publié les explications suivantes :

La publicité du *Peuple* est affermée à une agence de publicité qui a la charge de traiter avec les maisons annonceuses, sous sa propre responsabilité. Or, c'est complètement à l'insu de l'administration du *Peuple* qu'une lettre-circulaire a été adressée à ladite Compagnie d'assurances et, bien entendu, cette lettre n'a jamais été signée par une personnalité appartenant soit au *Peuple*, soit à la C. G. T.

Dès que nous avons eu connaissance, par une réponse parvenue dans nos bureaux, de cette démarche, que nous jugions inadmissible, nous avons immédiatement envoyé à notre agence de publicité la lettre suivante, en date du 12 mars 1928 :

« Monsieur l'administrateur de l'Agence
Parisienne de Publicité,

« Nous avons été très surpris de recevoir une lettre de la Compagnie d'assurances sur la vie, qui doit être une réponse à une demande faite par vos services.

« Il doit y avoir une erreur de compréhension de la part de l'expéditeur, car il reste bien entendu entre nous qu'il ne peut être question, pour notre journal *Le Peuple*, d'accepter une subvention, quelle qu'elle soit, et que toutes les demandes faites par vos services, en notre nom, ne peuvent concerner qu'une publicité régulière, sous la forme d'annonces.

« Nous vous serons extrêmement obligés de bien écrire d'urgence, ce jour, à ladite Compagnie, qu'il y a une erreur d'interprétation de votre demande et, qu'en conséquence, aucune suite ne doit être donnée. »

Le même jour, 12 mars, l'Agence Parisienne de Publicité informait cette Compagnie d'assurance qu'au nom de notre journal elle refuserait toute publicité ayant un caractère quelconque de subvention, *Le Peuple* voulant garder une indépendance absolue à l'égard de toutes les firmes d'assurances ou autres.

Depuis cet incident, l'administration du *Peuple* a pris les précautions nécessaires pour que pareil fait ne puisse se renouveler.

La campagne faite à ce sujet, sous une forme calomnieuse, par les « Croix » et autres feuilles réactionnaires, montre à l'évidence la déception éprouvée par les puissantes Compagnies en présence du refus brutal opposé par notre journal à une manœuvre dont on saisit facilement les mobiles.

Le Peuple est pauvre, mais il entend rester honnête.

Les explications du *Peuple*, renouvelées le 3 juin, sont vraiment insuffisantes.

Remarquons d'abord qu'il est question d'après l'*Humanité*, d'une Compagnie d'assurances sur les accidents. Tandis que *Le Peuple* parle d'une Compagnie d'assurances sur la vie. Y aurait-il l'une et l'autre ?

Observons aussi que cette lettre du 3 mars n'a aucunement le caractère d'une lettre-circulaire. Elle fait suite vraisemblablement à une circulaire antérieure dont le texte mériterait d'être connu, mais dont on sait qu'elle sollicitait non pas de la publicité ordinaire, mais une subvention, et une subvention accordée en dehors de l'agent de publicité habituel de la Compagnie d'assurances.

Dans ces conditions, il est étonnant que l'administration du *Peuple*, dans sa lettre du 12 mars à l'Agence fermière de sa publicité, ait parlé d'erreur de compréhension et d'interprétation, et qu'elle se soit montrée non pas indignée, mais simplement surprise.

Quoi, l'Agence de publicité se livre à un trafic malpropre, elle demande des subventions pour *Le Peuple* à ces Compagnies d'assurances dont le conservatisme social est légendaire ; elle les demande au nom de la Commission administrative de la Confédération Générale du Travail ; elle le fait en se revendiquant de l'appui qu'elle a déjà trouvé auprès de beaucoup de grandes firmes commerciales et industrielles ; et l'administration du quotidien de la C. G. T. ne trouve pas autre chose à dire !

Elle ne s'en tiendra pas, espérons-le, à ces premières et si insuffisantes explications. Il est infiniment probable que son Agence fermière s'est livrée à ces petites opérations derrière son dos. Mais en ce cas, on peut s'étonner de lire trois mois après, dans la manchette du *Peuple*, que sa publicité est toujours reçue à la même Agence. *Le Peuple* et cette Agence ne sont pas mariés ensemble, que diable ! Et si jamais cas de divorce fut valable, c'est bien celui-là. Puis, la *Bataille Syndicaliste* a bien vécu avant-guerre sans publicité, pourquoi *Le Peuple*, s'il le faut, ne vivrait-il pas de même ?

**

**Les Etats-Unis
banquiers du monde**

La National City Bank vient de publier une statistique des emprunts émis aux Etats-Unis en 1927, qui

montre l'emprise exercée par les financiers américains sur le monde entier :

Ces emprunts ont totalisé 1.576.000.000 de dollars, soit 30 millions de dollars de plus que l'année précédente, qui détenait elle-même le record.

L'augmentation est surtout sensible pour les fonds d'Etat et emprunts de municipalités qui ont passé de 583 millions de dollars à 900 millions de dollars.

Les émissions européennes ont totalisé 600 millions contre 500 millions en 1926.

L'importance prise par les emprunts étrangers à Wall Street est montrée par le tableau suivant :

	Nombre d'emprunts cotés	Valeur en dollars
1 ^{er} janvier 1925	163	3.881.058.000
1 ^{er} janvier 1926	184	4.410.841.000
1 ^{er} janvier 1927	225	4.848.507.000
1 ^{er} octobre 1927	271	5.850.903.000

Quant à la répartition géographique des émissions, elle est la suivante depuis trois ans :

	(en millions de dollars)		
	1925	1926	1927
Europe	405	188	314
Canada	71	80	124
Amérique latine	93	283	340
Extrême-Orient	75	20	111
Possessions américaines	3	12	9
	647	583	898
Emprunts des sociétés :			
Europe	207	307	272
Canada	67	158	156
Amérique latine	43	71	63
Extrême-Orient	67	12	30
Possessions américaines	»	3	13
	384	551	534
Total des emprunts :			
Europe	612	495	586
Canada	138	238	280
Amérique latine	136	354	403
Extrême-Orient	142	32	140
Possessions américaines	3	15	22
	1.031	1.134	1.432
Remboursements	244	184	144
	1.275	1.318	1.576

**La concentration
capitaliste dans
l'agriculture.**

De la *Dépêche Algérienne*
du 20 mars :

Parmi les faits les plus caractéristiques révélés par une statistique détaillée de la propriété

algérienne, il faut signaler la tendance de la propriété à la concentration.

Il y a une trentaine d'années les grands domaines étaient peu nombreux. On en trouvait quelques-uns dans la Mitidja et dans le département de Constantine où ils avaient été constitués par les largesses de crédits des banques.

Certains ne purent résister à des séries de mévente et passèrent en d'autres mains au moyen de liquidations fructueuses pour les prenants.

Actuellement il y a 265 domaines viticoles dépassant 100 hectares, appartenant à des particuliers ou à des sociétés anonymes et si on additionne les surfaces d'un même propriétaire disséminées sur plusieurs communes on arrive à des exploitations s'étendant sur plus d'un millier d'hectares. Il y a 15 domaines dépassant 100 hectares à Aïn-Témouchent (O), 14 à Hammambou-Hadjar (O), 9 à Boufarik (A), au Fondouck (A), à Rio-Salado (O), 8 à Ameur-el-Aïn (A), à Laferrière (O), 6 à Aïn-el-Arba (O), à l'Arba (A), à Lourmel (O), à Oued-el-Alleug (A) ; à Randon (C), à Rouïba (A), 5 à Maison-Carrée (A), à Mouzaïville (A), à Rovigo (A), à Aboukir (O) ; 4 à Bourkika (A), à Duzerville (C), à Er-Rahel (O), à Meurad (A), à Rivet (A), à Saint-Cloud (O), aux Trois-Marabouts (O), à Turgot (O).

Ainsi la vigne qui est considérée par la science sociale comme une culture parcellaire et familiale perd ses caractères fondamentaux pour devenir une industrie concentrée. Si la France par opposition à l'Angleterre et à l'Allemagne est, sauf dans quelques terroirs du Midi et du Bordelais, un pays essentiellement de petits propriétaires, la viticulture algérienne emploie ses gains annuels à agrandir les domaines personnels et recourt aux sociétés anonymes pour constituer de grandes exploitations.

Dans le seul département d'Alger il y a 34 de ces sociétés anonymes qui possèdent 8675 hectares et on trouve M. D., avec 1.533 hectares, les frères B., avec 1.094 hectares et, comme nous l'avons indiqué plus haut, 130 domaines viticoles dépassant 100 hectares.

Il y a là un fait social et économique de la plus haute importance.

A part cela, bien entendu, la concentration capitaliste en agriculture, ça n'existe pas ! C'est encore une de ces innombrables erreurs de Marx et des marxistes !

Nous avons reçu :

R. MENNEVÉE : *Sir Basil Zaharof, l'homme mystérieux de l'Europe*. 10 fr. (Documents Politiques).

ERICH MUSHAM : *Sammlung* (1898-1928). 5 marks 50. (J. M. Spaeth Verlag, Berlin).

Joseph DIMIER : *Un régulier chez les joyeux*. 12 francs. (Grassel).

LELAND H. JENKS : *Our Cuban Colony*, 1 dollar. (Vanguard Press, New-York City).

MARGARET A. MARSH : *The Bankers in Bolivia*. 1 dollar. (Vanguard Press, New-York City).

MELVIN M. KNIGHT : *The American in Santo Domingo*, 1 dollar. (Vanguard Press, New-York City).

PAUL DE ROUSIERS : *Les grandes industries modernes, tome V : Les Industries chimiques. Le Régime légal des Ententes*. 12 fr. (Colin) ;

ROLAND DORCELÈS : *La Caravane sans chameaux*. 12 fr. (Albin Michel) ;

ROBERT TOURLY : *Le Conflit de demain Berlin-Varsovie-Dantzig*. 12 fr. (Delpeuch) ;

ROGER FIGARD : *Les Assurances sociales* (Commentaire de la loi du 5 avril 1928.) 20 fr. (Libr. des Jurés-Classeurs) ; *Pour sauver les Syndicats*, par un ouvrier mineur belge ; brochure éditée par le groupe « L'Unité », de Belgique. Prix : 1 fr. ;

JEHAN D'IVRAY : *L'aventure Saint-Simonienne et les femmes*. 20 fr. (Alcan).

ENTRE NOUS

— Quand donc, sacrebleu, reprendrez-vous chaque quinzaine l' « Entre Nous » ? C'est par ce moyen que vous secouerez vos amis paresseux, que vous vous ferez entendre des sourds, que vous nous stimulerez les uns et les autres.

— Eh bien, reprenons-le... Nous y pensions d'ailleurs ; voilà déjà plusieurs fois que nous renvoyons l'examen de diverses suggestions qui nous ont été faites.

Nous en avons retenu quatre : une de Lavenir, du Rhône, sur les abonnements d'essai et les souscriptions ; une seconde, d'un camarade de l'Hérault, sur l'utilité de se connaître entre camarades d'un même département ; une troisième, de Salesse, sur la recherche d'abonnés corporation par corporation ; la quatrième, qui demandait le classement chaque quinzaine des nouveaux abonnés, est maintenant réalisée.

ABONNEMENTS D'ESSAI

Le camarade Lavenir, de l'Enseignement du Rhône, a repris une vieille idée donnée jadis par Giauffret, mais qui mérite vraiment d'être reprise, perfectionnée sous cette dernière forme :

Aux moyens envisagés, vous pourriez peut-être ajouter l'abonnement d'essai de deux mois utilisable : soit pour des abonnés hésitants qui ne veulent pas se décider sur un seul numéro ;

soit par des amis de la R. P. qui, au lieu de vous envoyer une simple souscription, pourraient vous envoyer le nom de quelques possibles et le montant de ces abonnements d'essai.

L'abonnement d'essai de deux mois pourrait être fixé à 5 ou 4 francs ou 3 francs si ce chiffre correspond au prix de revient.

Les frais pour un abonnement d'essai de deux mois comprendraient, en plus des quatre numéros, une lettre avisant de cet envoi, timbrée à 50 centimes, et un recouvrement par la poste à l'expiration des deux mois, soit 1 fr. 50. Tablons donc sur 5 francs de frais. Et espérons que le système, revu et corrigé ainsi, rendra mieux.

LA CHASSE PAR DÉPARTEMENT

Un bon camarade de l'Hérault, isolé dans son coin et trimant dur pour nourrir sa petite famille, s'est fâché tout rouge quand, le 15 avril, nous avons secoué les amis fainéants, détenteurs d'un carnet d'abonnement. Si vous croyez que cela n'est facile ! s'est-il écrié. Mais en même temps, il nous a indiqué ce qu'il avait tenté sans succès, et suggéré un moyen susceptible de faciliter la chasse :

J'ai détaché une souche de mon carnet et l'ai envoyée au camarade C... Il était déjà abonné. Lui, l'a fait suivre au camarade B... En avez-vous des nouvelles ?

J'ai prêté toute ma collection à un camarade qui ne vous connaissait pas. Hélas ! le prix le fait grimacer. Dans notre région, le syndicalisme est inexistant, ce qui explique les bas salaires.

Il faudrait que la R. P. communique à ceux de ses amis qui les demanderaient les adresses des abonnés de leur département. Nous saurions mieux ainsi où porter l'effort, et nous pourrions, entre camarades d'un même département, nous écrire, nous connaître, nous concerter pour amener d'autres abonnés. Qui sait, peut-être, pourrions-nous former un noyau par département, ou même dans certaines localités.

Longtemps, dans l'Hérault, nous n'avions pas d'abonné à Montpellier. Un beau jour, un camarade indiqué comme « possible » nous a répondu :

« Voici mon abonnement. Je n'ai qu'un seul regret, c'est de n'avoir pas connu plus tôt la R. P., tant elle est intéressante pour un militant. »

C'est ce camarade qui a recueilli les sept nouveaux abonnements inscrits le mois dernier ; et il en annonce d'autres.

Vous voyez que si, dans son coin, un camarade ne pouvait, avec la meilleure volonté, obtenir de résultats, un autre en obtenait de brillants dans son grand centre.

Il est trop vrai que la R. P. est inconnue de beaucoup de militants. La faire connaître est la première tâche.

Voyons, à titre d'exemple, ce qu'il est possible de faire dans l'Hérault. Ce qui est bon pour ce département l'est pour tous les autres. Nous avons maintenant une poignée d'abonnés à Montpellier ; elle grossira ; mais il y a d'autres gros centres ouvriers, Cette, Béziers ; il y a tout le pays vignoble où, jadis, les militants étaient nombreux. A nos amis de l'Hérault, de faire le recensement des militants de toutes tendances qui ne devraient pas ignorer la R. P. ; qu'ils nous dressent une bonne liste de « possibles » en les recherchant à la fois par localités et par corporations. Nous leur enverrons les deux numéros d'un mois, et ce serait bien le diable si les onze abonnés actuels de l'Hérault ne doublaient ou ne tripleraient pas. Comme doubleront ou tripleront les chiffres d'abonnés partout où il se trouvera un camarade pour faire le même travail.

LA CHASSE PAR CORPORATION

Salesse nous a soumis l'idée suivante, qui, d'ailleurs, a été mise à l'épreuve immédiatement :

Pour la diffusion de la R. P., nous avons pensé à quelques camarades qu'il y aurait une active propagande à faire auprès des secrétaires syndicaux des sections départementales du Syndicat national des Instituteurs.

En voici la liste. Qu'est-ce que cela rendra ? Peu, tout de suite peut-être. Mais, en renouvelant l'essai, nul doute que des curiosités s'éveillent, que des préventions ne tombent.

Ne pourrait-on pas envisager le même effet sur une plus large échelle ?

Les résultats n'ont pas été merveilleux. Cependant, quelques nouveaux abonnés sont venus. Pour un premier contact, il n'y a pas à se décourager.

Il est évidemment que le même effort devrait être tenté dans toutes les corporations ; nous devrions pouvoir les tâter toutes les unes après les autres ; cheminots, métaux, mineurs, textile, bâtiment, livre, alimentation, fonctionnaires, etc., etc... Les unitaires comme les confédérés. Nous devrions pouvoir toucher d'autres que les secrétaires de syndicats ; combien de bons militants sont à leurs côtés !

Souscription pour la compagne de Marcel Wullens

Vidal, 20 ; Drapier, 10 ; Poulier, 10. — Total : 40.
Listes précédentes : 1.075. — Total : 1.115.

Les souscriptions de la quinzaine

Blain et Lavenir (Rhône), 25 ; Courayet (Seine), 5 ; R. St, 10 ; Fulconis (Seine), 10 ; Marie Guillot (Saône-et-Loire), 25 ; Germain Charon (Hte-Garonne), 5 ; Marguerite Poulier (Rhône), 5. — Total : 85.

Les abonnements nouveaux

Paris, 3 ; Seine-et-Oise, 1 ; Loire-Inférieure, 1 ; Pyrénées-Orientales, 2 ; Vaucluse, 1 ; Suisse, 1 ; U.R.S.S., 1. Total : 10.

Le gérant : V. GODONNÈCHE.



IMPRIMERIE « ARTIS »
200, Quai de Jemmapes, Paris (10^e)

Les Éditions de la Librairie du Travail

Victor Serge

LÉNINE - 1917

Une brochure de 70 pages consacrée exclusivement au Lénine de 1917, à celui qui, parti de Zurich où il avait mené l'opposition irréductible et intransigeante à l'Impérialisme, arriva à Moscou où dominaient l'incertitude, la confusion et le chaos, pour guider son Parti à l'assaut du pouvoir.

Victor Serge, aurait pu intituler son œuvre : « Lénine vivant ». Pas d'exposé doctrinal, pas de discussions théoriques, pas de savantes et lourdes compilations. La vie d'un homme prodigieux, aux heures les plus prodigieuses de l'histoire d'un Proletariat qui a accompli des miracles, — d'un homme en qui on n'a jamais pu découvrir « aucune dissociation de l'action et de la pensée ».

PRIX : 2 FRANCS

Victor Serge

Les Couliesses d'une Sûreté Générale

Pour la première fois dans le Monde, grâce à la Révolution Russe, des révolutionnaires ont pu mettre la main sur les documents les plus secrets, sur les papiers les plus lourds de révélations, d'un gouvernement autocratique. Nous avons déjà eu le « Livre Noir » composé avec les extraits des Archives diplomatiques russes. Nous avons maintenant

les « Couliesses d'une Sûreté générale » composé avec les sales papiers de l'Okhrana russe.

La lecture d'une telle œuvre constitue l'une des plus belles leçons qu'un révolutionnaire puisse solliciter. Il est déjà des plus instructifs de connaître les procédés d'une police aussi savamment organisée que l'Okhrana. Mais il y a aussi des précisions curieuses sur la mentalité des indicateurs et des provocateurs employés. Il y a des conseils pratiques donnés à tous les révolutionnaires et inspirés par la lecture de ces documents. Il y a enfin une affirmation sérieusement établie qu'aucune répression ne peut empêcher la victoire de la Révolution.

PRIX : 4 FRANCS

Un Souvenir par jour

PETIT CALENDRIER PROLÉTARIEN

Le Proletariat a son histoire, bien distincte, suffisamment lourde de lutte et d'héroïsme. Mais il ne la connaît pas. Et l'on ne s'inquiète pas d'en découvrir et d'en classer les éléments, avec une persévérance systématique.

Voilà cependant un premier essai dans ce domaine. En face de chaque date, l'auteur a noté un souvenir. Et il déclare qu'il n'a pas été commode de choisir cet anniversaire, tant notre histoire est déjà riche.

Mais les faits qu'il a notés suffisent pour fertiliser nos espoirs.

PRIX : 1 FRANC

Vient de paraître :

FERNAND LORiot

Les problèmes de la Révolution Proletarienne

Une brochure de 72 pages, prix..... 3 fr.

Cette étude, qui ouvre la discussion sur des questions trop longtemps laissées dans l'ombre, doit être entre les mains de tous les militants.

Prix spécial pour la diffusion : Dix exemplaires, franco : 20 francs

R. C. 251-310

Téléphone

Combat 08-02



LIBRAIRIE DU TRAVAIL. 96, QUAI DE JEMMAPES. PARIS (10^e)

- Chèque -

postal

- N° 43-08 -

Histoire et Éducation Prolétarienne

Albert THIERRY

Réflexions sur l'Éducation

(Suivies des « Nouvelles de Vosves »)

Préface de Marcel Martinet
Biographie de Louis Clavel

La classe ouvrière organisée se désintéresse trop des problèmes d'ordre moral. C'est le reproche fraternel qui se dégage des premières pages de l'œuvre de Thierry. Ce syndicaliste fervent croit en la valeur morale du syndicalisme. Mieux, c'est dans le syndicalisme qu'il cherche les fondements de son système d'éducation, de sa morale.

Il bannit tout ce qui n'est qu'artifice et verbiage. C'est par la saine activité qu'il veut développer les esprits et les cœurs. C'est à la Bourse du Travail, centre de son humanité, qu'il entraîne l'instincteur, c'est sur le refus de parvenir, la fidélité à la classe qu'il établit sa morale des travailleurs.

C'est un des premiers livres d'éducation morale que l'on doit trouver dans la bibliothèque d'un militant ouvrier.

PRIX : 15 FRANCS

C. TALES

La Commune en 1871

Préface de Léon Trotsky

Cette œuvre a un double objet : d'une part, tenir lieu d'initiation à l'histoire de la Commune, en présentant les personnages, les faits, les rapports entre les faits et les doctrines, en formules claires qui précisent l'essentiel d'une période des plus riches et des plus confuses de l'histoire du prolétariat français.

D'autre part, donner au prolétariat, une vivante « leçon de choses », en mettant en relief, les faiblesses des hommes de la Commune et les insuffisances de leurs méthodes.

PRIX : 12 FRANCS

Robert LOUZON

L'Économie Capitaliste

L'économie politique est-elle une science exclusivement réservée aux bourgeois instruits défendant leur classe ? Robert Louzon ne le pense pas. Il a écrit un livre de vulgarisation dont nous ne connaissons pas l'équivalent, et son œuvre a sa place dans la collection des « Initiations ».

Ce livre a une valeur documentaire, indéniable. Des adversaires irréductibles des idées de Louzon ne pourraient le nier. Il apporte des définitions, des formules, des explications simples, sur tous les problèmes d'ordre économique.

Il a également une valeur de propagande. Il enseigne aux travailleurs le mécanisme de l'exploitation capitaliste. Il a aussi une valeur éducative.

Les militants ouvriers — fatigués du verbiage démagogique — qui le liront acquerront des qualités indispensables aux guides du prolétariat : le goût de la précision et la foi dans les sciences exactes.

PRIX : 9 FRANCS

Léon TROSTKY

LENINE

Ce n'est pas une biographie complète. C'est moins que cela. C'est mieux, dans un autre sens.

Trotsky qui est avec Lénine, le plus grand homme de la Révolution Russe, a écrit là ce que l'on pourrait appeler ses rencontres avec Lénine. Leurs rencontres ? A Londres, avant le Congrès de 1903, en Suisse, à Zimmerwald, à Moscou depuis 1917. C'est donc une œuvre qui a droit à une place très importante dans l'histoire du mouvement révolutionnaire russe et de la Révolution bolchevique.

Trotsky, ce qui ne gâte rien, est un remarquable écrivain, dont l'esprit d'observation et d'analyse, et l'éloquence de luttant, vivifient tout ce qu'il écrit.

PRIX : 12 FRANCS

En souscription :

LISSAGARAY

Histoire de la Commune de 1871

De toutes parts on se lamente sur la disparition de ce maître livre sur la Commune.

Epuisé depuis des années, nous avons décidé de le rééditer, afin de le mettre entre les mains des générations nouvelles qui l'ignorent et qui n'ont pas le droit de l'ignorer.

Il s'agit d'un volume de 600 pages, qui sera présenté avec le même soin que tous ceux qui ont déjà paru dans cette collection.

Il contiendra la matière de quatre volumes ordinaires à douze francs

Nous fixons cependant son prix de souscription à DOUZE FRANCS, jusqu'au jour de la mise en vente.

SOUSCRIVEZ DE SUITE ET FAITES SOUSCRIRE AUTOUR DE VOUS.